

**OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL**

ÉTAIENT PRÉSENTS: M. JEAN BURTON, président
 Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire
 M. HABIB EL-HAGE, commissaire

**AUDIENCE PUBLIQUE
SUR L'ÉTAT DE L'AGRICULTURE URBAINE
À MONTRÉAL**

DEUXIÈME PARTIE

VOLUME 6

Séance tenue le 21 juin 2012, 14 h 30
Au 1550, rue Metcalfe, 14^e étage
Montréal

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DU 21 JUIN 2012 EN APRÈS-MIDI 1
PRÉSIDENT 1

PRÉSENTATION DES MÉMOIRES

MM. Daniel Vézina et Pierre Perreault..... 2
M. Benoît Girard, pour la Ferme Bord-du-Lac 18
Mme Louise Chênevert 30
M. Charles Mercier, pour La Société environnementale de Côte-des-Neiges 41
Mme Teprine Baldo 54
M. Fabrice Marcoux, pour le Comité Enviro-Pointe 62

MOT DU PRÉSIDENT

M. JEAN BURTON, président:

5 Bonjour! On sera encore en comité restreint, je pense, aujourd'hui. C'est ce qui a été un peu la méthode pour toutes les séances précédentes, mais bienvenue à cette session d'audition des mémoires. Donc, nous sommes dans la seconde partie de cette consultation publique, la première étant la tournée des arrondissements que nous avons faite à la mi-juin.

10 Donc, je vous rappelle rapidement le mandat. Nous avons du comité exécutif de la ville de Montréal le mandat de faire un état de l'agriculture urbaine à Montréal et pour ce faire, nous avons tenu une série d'activités et reçu surtout à date au-delà de 80 mémoires. Donc, vous n'êtes pas les seuls si ça peut vous rassurer. Il y a eu un réel engouement pour ce qui est du dépôt de mémoires, une grande majorité procédant comme vous allez le faire aujourd'hui par
15 une présentation devant nous.

Vous aurez une vingtaine de minutes à la fois pour présenter et aussi répondre à nos questions. Donc, on vous demanderait peut-être d'utiliser la moitié de ce temps pour la présentation de façon à ce que nous puissions échanger avec vous. Nous avons lu vos documents, nous avons des questions, des précisions que nous aimerions obtenir de votre part.
20 Donc, idéalement, il faudrait qu'on ait un peu de temps pour échanger aussi après votre présentation.

Tous les mémoires sont rendus publics comme pour tout le reste des documents de cette consultation. Ils sont mis sur le site de l'Office à partir de la semaine prochaine, je pense; n'est-ce pas Élise? La mise en ligne la semaine prochaine?
25

Mme ÉLISE NAUD:

30 La mise en ligne va débuter vendredi, demain, mais comme il y a beaucoup de documents à mettre en ligne, ça risque de s'étendre sur plusieurs journées.

M. JEAN BURTON, président:

35 De sorte que les mémoires seront de toute façon publics à compter de la semaine
prochaine. Vous noterez aussi que nous avons une sténographe, madame Louise Philibert, et
un preneur de son, bonjour Monsieur Boissé! de sorte que tout ce qui se dit ici est enregistré,.
Les transcriptions de ces sessions sont aussi rendues publiques sur le site de l'Office.

40 Sans plus tarder, j'inviterais d'abord messieurs Daniel Vézina et Pierre Perreault, s'il vous
plaît. Bonjour et bienvenue!

M. DANIEL VÉZINA:

45 Alors, Daniel Vézina, citoyen du Sud-Ouest.

M. PIERRE PERREAULT:

Pierre Perreault, citoyen du Sud-Ouest aussi.

50 **M. DANIEL VÉZINA:**

55 Alors, on habite ensemble dans une vieille maison qui date de 1875, puis on a fait
quelques petites expériences d'agriculture urbaine, et puis, bon, on voulait mettre ça sur un
mémoire, mais on voulait aussi surtout avoir l'occasion de répondre à vos questions s'il y en avait
pour contribuer à notre façon au déroulement de vos travaux.

M. JEAN BURTON, président:

Très bien.

60 **M. DANIEL VÉZINA:**

D'accord. Donc, on ne passera pas beaucoup de temps sur la présentation du mémoire, je veux surtout qu'on ait le temps d'échanger par la suite. En gros, on a essayé de faire un jardin indigène, le plus possible, dans notre cour arrière et donc, l'aménagement qu'on a fait, ce n'est pas uniquement pour un jardin d'apparat, ç'a été aussi pour manger ce qu'on plantait. Je voulais aussi peut-être faire une petite parenthèse là-dessus parce qu'on pense souvent au potager avec des tomates, des aubergines, tout ça, mais on oublie des plantes comestibles qu'on a au Québec. On en a beaucoup, c'est très facile de cultiver ces plantes-là. Elles sont indigènes, donc, très peu d'entretien. C'est facile à se les approprier et puis ça peut faire des bons mets aussi par la suite. Donc, ça fait un petit complément. C'est sûr qu'on ne vit pas sur les plantes qui sont dans le jardin actuellement.

75 Bon, peut-être passer à travers rapidement. On a des similacines qui font des petites poupees rouges, du gingembre du Canada qui peut servir de condiment; on a un noisetier sauvage du Québec, un amélanchier, la vigne des rivages qui nous fournit des feuilles de vigne avec lesquelles on peut faire des petites feuilles de vigne farcies, génial en entrée, et voilà. Donc, ça fait le tour des plantes indigènes comestibles. - Donc, je vais te laisser parler de nos poules.

80 **M. PIERRE PERREAULT:**

85 Une autre expérience qu'on a faite depuis l'an dernier, c'est avoir un petit élevage de poules. Donc, un petit poulailler avec seulement trois poules qu'on a construit dans notre garage. Notre garage est un édifice séparé de notre maison. C'est une ancienne écurie urbaine de 1 000 pieds carrés, donc, il y avait beaucoup d'espace à réserver un petit coin pour un poulailler qui a été construit, une section volière, une section poulailler qui suit à peu près les standards de l'industrie, même qui dépasse les standards. Donc, les poules ont beaucoup beaucoup d'espace, elles ne sont pas restreintes dans des petites cages qu'on voit dans les grandes installations commerciales.

90

Sinon j'aimerais parler beaucoup des craintes que les gens ont contre les élevages de poules en ville, principalement le bruit, l'odeur, l'attrait de la vermine, puis aussi, donc toute la question de la protection des animaux, leurs conditions de vie.

95 Pour ce qui est du bruit, donc, il y a beaucoup de nos voisins qui ne se doutaient pas du tout qu'on avait des poules jusqu'à temps qu'on leur mentionne qu'on avait des poules dans le garage. Ça ne fait pas beaucoup de bruit en tant que tel, même que le chien du voisin trois maisons plus loin, on l'entend plus que notre petite poule qui cacasse dans le garage ou même les écureuils le matin qui crient dans les arbres. Donc, ce n'est pas vraiment un problème.

100

M. DANIEL VÉZINA:

Si je peux ajouter quelque chose, le bruit, c'est surtout le matin après la ponte. Donc, on les entend un peu le matin, on n'a pas de coq évidemment parce que là, ce serait épouvantable en ville, mais les poules, on les entend juste un tout petit peu le matin et c'est tout.

105

M. PIERRE PERREAULT:

Deuxième point, c'est les odeurs. Donc, c'est sûr qu'on a juste trois poules, donc, on n'a pas un élevage de 500 poules dans le garage. On garde trois poules, ça ne sent pas beaucoup. Sinon, il y a l'entretien qui se fait de manière hebdomadaire; ce n'est pas plus que changer la litière d'un chat. Donc, ce n'est pas beaucoup d'entretien et c'est à la portée de tous.

110

Sinon l'attrait de la vermine, c'est sûr que notre poulailler est grillagé, du grillage d'un demi-pouce / un demi-pouce, donc, il n'y a pas question de rat qui peut rentrer dans le poulailler. Tout ce qui est nourriture qui pourrait attirer la vermine, dans des contenants hermétiques et étanches à la vermine. Donc, il n'y a aucun problème de vermine.

115

Puis pour la protection des animaux, je vous le mentionnais, on a dépassé les standards au nombre de pieds carrés par poule qu'on a. Aux termes de l'eau fraîche, l'accès, elles ont accès à la lumière naturelle, il y a une fenêtre dans le garage, donc, elles ont accès à la lumière

120

du jour aussi. Sinon, les éclairages sont contrôlés. Donc, tout répond, je pense aux conditions de protection animale. Donc, il n'y a aucun problème à ce niveau-là. C'est un peu tout. Sinon on a beaucoup d'œufs qu'on partage avec voisins et amis. Donc, tous sont contents. Voilà.

125

M. DANIEL VÉZINA:

Et les poules sont heureuses aussi. Très heureuses. Il faut savoir qu'en industrie, elles ont à peu près un environnement de vie qui ne dépasse pas une feuille de papier, donc, 8½ X 11 alors que chez nous, c'est un poulailler qui fait quoi, quelle grosseur?

130

M. PIERRE PERREAULT:

50 pieds carrés, donc, elles ont plus qu'une quinzaine de pieds carrés.

135

M. JEAN BURTON, président:

Un château.

140

M. DANIEL VÉZINA:

Elles sont trois là-dedans, oui, oui, puis elles ont le temps de courir. Oui, oui, c'est le château, le château de la poule, oui, tout à fait.

145

On a eu à changer le toit de notre immeuble et à l'époque, on a pensé à un toit vert et à verdir ça, mettre un potager sur le toit, puis on s'est vite rendu compte qu'il n'y avait pas d'incitatif réellement au niveau de la Ville, de subventions intéressantes pour assumer une partie des coûts supplémentaires liés à l'infrastructure. Donc ça, c'était une de nos suggestions.

150

Si je peux peut-être revenir au niveau des poules, peut-être une suggestion pour la Ville, ce serait d'entériner un règlement qui autoriserait l'élevage de poules en milieu urbain, puis aussi

peut-être qui l'encadrerait un peu. Sans trop encadrer la pratique, mais peut-être un tout petit peu.

155 Mais de toute façon au niveau du bruit, et tout ça, c'est déjà prévu par des règlements municipaux si jamais il y a trop de bruit. C'est déjà prévu, je pense, par les règlements, puis il n'y aurait pas nécessité de sur-réglementer.

160 On a aussi voulu transformer notre toit du garage en potager urbain et c'est là qu'on a fait connaissance avec les super bacs en plastique qui sont disponibles sur le marché actuellement. Vous en avez une panoplie qui sont autoirrigués. On est entré en contact avec Alternatives, un organisme qui œuvre dans les potagers urbains, tout ça. Au début, ça semblait intéressant. C'est du plastique recyclé. Donc, on se disait, oui, plastique recyclé, wow! c'est super, mais en fouillant un peu, le plastique recyclé, ça contient un paquet de toxines, et puis une fois
165 amalgamé, ça fait de nouveaux produits polluants qui sont... puis le plastique est poreux, donc, les polluants passent à travers la matière organique et passent dans les fruits et légumes.

170 Donc, on se disait que ça n'avait pas de sens. Ça aurait été comme faire pousser nos petits légumes bios dans un dépotoir. On a abandonné l'idée. Une des suggestions qu'on faisait, c'était peut-être de lancer un concours tout simplement dans des écoles d'ingénierie, ou un truc comme ça, pour trouver des nouveaux matériaux qui sont viables, trouver un concept de bac qui serait intéressant et puis le promouvoir partout dans la Ville parce que oui, on a beaucoup de jardins communautaires, puis tout ça, mais au niveau des jardins privés, ça peut être intéressant de verdir un petit peu les jardins privés.

175 J'accélère. L'élevage d'abeilles. Ça aussi, ç'a été une idée qu'on a eue sur le toit du garage. C'est intéressant. À Paris, c'est permis; à New York, c'est permis, mais à Montréal, on s'étonne qu'il n'y a pas plus d'encadrement que ça pour l'élevage des abeilles alors qu'une abeille, ce n'est pas du tout agressif comme une guêpe pourrait l'être. Alors, on pense que ce
180 serait une merveilleuse idée d'encourager l'élevage d'abeilles.

185 Dans notre quartier, il y a beaucoup d'habitations à loyer modique. C'est étonnant de voir à quel point les terrains sont sous-utilisés. C'est du gazon défraîchi qu'il y a partout avec des belles clôtures en métal qui identifient très clairement l'édifice comme étant une habitation à loyer modique. On trouve ça décevant de voir à quelle point c'est sous-utilisé, puis on pense que le concept de jardins communautaires qui est déjà appliqué en Ville, je veux dire, Montréal, c'est un pionnier dans le développement des jardins communautaires, pourquoi on ne prendrait pas cette recette-là, puis l'appliquer tout simplement dans les habitations à loyer modique? Ce serait génial.

190 Alors, on est prêt à répondre à vos questions.

M. JEAN BURTON, président:

195 Merci. Une question sur les poules?

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

200 Pas sur les poules.

M. JEAN BURTON, président:

Ah, pas cette fois-ci?

205 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:**

J'ai lu dans votre mémoire que vous vouliez avoir des lapins.

M. DANIEL VÉZINA:

210 Oui.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

215 Pour votre consommation personnelle?

M. DANIEL VÉZINA:

Oui.

220

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

Alors, ça me pose la question de l'abattage. Comment vous réglez ça? Vous vous en occupez vous-même?

225

M. DANIEL VÉZINA:

On y pense, on n'a pas encore réglé le projet. Je veux dire, on se dit qu'en tant qu'omnivore, on a ce petit dilemme qu'il faudrait être capable d'abattre notre propre nourriture, puis moralement d'être capable de dépecer pour se sentir bien quand on mange la viande. La viande, ça ne vient pas dans un petit sparadrap, donc, l'abattage, je pense que ça ferait partie du processus.

230

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

235

Et vous, ce que je comprends de votre mémoire, c'est que vous prônez que les poules sont des animaux qu'on peut garder dans un contexte de ville?

M. DANIEL VÉZINA:

240

Oui.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

245 Quand nous on a entendu l'UPA, ils posaient toutes sortes de questions au niveau des vétérinaires, au niveau... si ça devait se faire à grande échelle, donc, ça posait quelques questions de maladie et ça posait également la question de cruauté envers les animaux.

250 Donc, comment vous pensez qu'on pourrait, si on modifiait les règlements ou si on recommandait de modifier les règlements, pensez-vous qu'il devrait y avoir un processus qui soit mis en place pour s'assurer que les animaux sont bien traités?

M. DANIEL VÉZINA:

255 Oui, mais pas trop lourd.

M. PIERRE PERREAULT:

260 Je pense que c'est inspiré des règlements dans les autres villes, Vancouver, Seattle, qui permettent l'élevage des poules.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

Avez-vous des exemples?

265 **M. PIERRE PERREAULT:**

Juste au niveau du nombre de poules, c'est quatre poules maximum, pas de coq. Sinon, les poules, c'est un autre animal comme des chats ou des chiens. Donc, l'accès au vétérinaire, c'est pas plus compliqué que ce soit un chat, un chien ou une poule.

270 **M. DANIEL VÉZINA:**

Il n'y a pas de règlement qui encadre la garde d'un chien à Montréal outre que le gros bon sens, la morale. Donc, pas de cruauté envers ces animaux-là, mais entre élever trois poules dans 50 mètres carrés, puis les élever sur une surface équivalant à une feuille de papier, je pense que l'UPA devrait réviser sa...

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

On peut poser la question de la cruauté.

280 **M. DANIEL VÉZINA:**

Oui.

285 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:**

Le sens du mot cruauté.

290 **M. DANIEL VÉZINA:**

Il devrait réviser son concept de cruauté, voilà.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

295 Oui, tout à fait. Non, ce n'est pas l'UPA qui parlait de cruauté en fait. Ce n'est pas du tout eux, c'est d'autres personnes qui sont venues nous voir et qui nous ont dit que parmi les limites, il y avait la question de la cruauté envers les animaux.

M. DANIEL VÉZINA:

300 D'accord. C'est ça que je voulais rajouter, c'est sûr que nous, on fait de l'élevage biologique des trois poules, donc, il n'y a pas d'antibiotiques, pas d'ajouts dans la nourriture parce que dans la nourriture commerciale, il y a des ajouts qui se font. Donc, nous, c'est de la nourriture biologique, de la moulée biologique finalement.

305 Puis sinon, le fait qu'on a juste trois poules et non 500 dans un endroit, ben, il y a beaucoup moins de risque de partage de maladies, etc.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

310 Vous n'en parlez pas dans votre mémoire, mais est-ce que vous compostez aussi?

M. DANIEL VÉZINA:

Oui.

315

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

Et est-ce que vous utilisez le fumier de poule dans vos...

320 **M. DANIEL VÉZINA:**

Une portion du fumier est compostée. C'est sûr que la litière, une fois qu'on fait le changement au total, c'est sûr qu'on doit en jeter aussi avec...

325 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:**

O.K. Parfait.

M. PIERRE PERREault:

330

Le composteur n'est pas assez gros.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

335

Merci.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

340

Oui, j'ai une question. Vous avez parlé des bacs en plastique qui sont toxiques, donc, qui contiennent des matériaux toxiques. Est-ce que vous avez des références qui prouvent ça? Parce qu'on a parlé, lorsqu'on a dit ça à la DSP, ils étaient surpris de savoir que ces bacs-là sont toxiques, et ils n'étaient pas certains.

M. DANIEL VÉZINA:

345

C'est-à-dire que je ne suis pas chimiste, moi je suis comptable de formation, alors, je ne pourrais pas vous donner une expertise, mais dans ce que j'ai lu, ce que j'en comprends, de ma compréhension à moi, c'est que le plastique est une matière poreuse. Donc, il y a des éléments du plastique qui peuvent passer aux matières organiques. Ce n'est pas un matériau comme le verre ou le polystyrène par exemple où c'est très stable dans l'environnement.

350

Donc, tous les plastiques ont des caractéristiques différentes. Vous en avez qui se détériorent rapidement avec les rayons UV; vous en avez d'autres qui vont se détériorer rapidement avec la chaleur. Donc, ils ont tous des caractéristiques différentes.

355

Là, quand on les mélange tous, c'est impossible de connaître leurs caractéristiques et puis comme on sait, il y a du plomb encore dans les plastiques. C'est interdit au Canada, mais il y a encore des trucs qui viennent de Chine ou d'ailleurs qui contiennent du plomb. Donc ça,

360 mélangé avec tous les autres composants toxiques, ça en fait des nouveaux et ça peut passer dans la terre.

365 Alors, c'est une question que je me pose parce que je ne le sais pas, je n'ai pas fait l'analyse, mais j'aimerais ça qu'on la fasse, puis avant de mettre ça à grande échelle parce que là, il y a des organismes qui lancent ça partout à Montréal, puis dans des écoles, dans des centres de personnes âgées et on ne connaît pas l'impact. Peut-être qu'il n'y a pas d'impact. Peut-être que c'est tout à fait correct, puis que... mais faisons les études, puis regardons ça a l'air de quoi.

370 **M. HABIB EL-HAGE, commissaire:**

D'accord. Merci.

M. JEAN BURTON, président:

375 Une question sur votre jardin urbain indigène. Pourquoi avoir choisi des plantes indigènes? Ce qui apparaît un peu inhabituel dans tout ce qu'on a entendu sur les arbres fruitiers où on met des pommes, des poires, des cerises. Pourquoi être allé vers l'amélanchier? Qu'est-ce qui vous a amené à faire ce choix?

380 **M. PIERRE PERREAULT:**

385 Ben, c'est sûr que les plantes indigènes au Québec comme on avait dit, ça requiert peu d'entretien parce qu'ils sont natives de la région. Donc, pas beaucoup d'arrosage, pas de problème de maladie ou beaucoup moins de problème de maladie ou d'impact avec des insectes ou autres genres de problème qu'on peut avoir avec des plantes exotiques.

M. DANIEL VÉZINA:

390 C'était aussi un concept d'aménagement dès le départ. C'est l'amour de la nature, puis
on veut l'amener chez nous dans notre cour, puis pouvoir l'avoir, mais après, on s'est mis à
s'intéresser aux plantes indigènes qu'on a dans nos bois; il y en a plus de 200 qui sont
comestibles. Nous, on en connaît quelques-unes, on connaît l'ail des bois surtout parce qu'on
395 en entend souvent parler, mais toutes les autres plantes indigènes qui sont comestibles, bien, je
trouvais ça intéressant de se rapprocher de ces plantes-là parce qu'on connaît les tomates, on
connaît les aubergines, mais ça ne pousse pas dans le bois ici, alors qu'on a des aliments qui
poussent dans nos forêts.

M. JEAN BURTON, président:

400 Je me demandais si c'était en fonction... il y a aussi tout un mouvement de protection de
la biodiversité à Montréal, il y a l'adhésion à la convention.

M. DANIEL VÉZINA:

405 Voilà, il y a ça.

M. JEAN BURTON, président:

410 Et souvent les gens qui posent des gestes concrets en appui à la biodiversité, c'est en
fonction de la protection du maintien de la biodiversité. Donc, on plante des espèces indigènes
de façon à les protéger. Je me demandais si c'était ça qui avait motivé vos choix. Mais pas
nécessairement de ce que je comprends.

M. DANIEL VÉZINA:

415 C'était surtout une base individuelle de plaisir et accessoirement, on sait
qu'indirectement, ça va améliorer la biodiversité, oui.

M. JEAN BURTON, président:

420 C'est facile à trouver les plants? Vous n'avez pas eu de difficulté à vous en approvisionner?

M. DANIEL VÉZINA:

425 C'est sûr qu'on peut les prélever directement dans les forêts où c'est possible d'aller faire du prélèvement. Évidemment pas dans les parcs de la CEPAQ, tout ça, dans les réserves fauniques. Il y a quelques plantes qui sont dites vulnérables et qu'on ne peut pas cueillir, exemple le gingembre du Canada est classifié, mais il y a un prélèvement maximal qui est autorisé, l'ail des bois aussi. Mais sinon dans les jardinerie maintenant, c'est possible beaucoup plus qu'avant d'en avoir et c'est des plantes qui sont faites en serre, donc, qui n'ont
430 pas été prélevées violemment dans la nature.

M. JEAN BURTON, président:

435 Oui, arrachées de leur milieu.

M. DANIEL VÉZINA:

Voilà.

440 **M. JEAN BURTON, président:**

445 Cette idée de lancer un concours pour trouver des matériaux de remplacement, c'est la première fois qu'on aborde... non, c'est au moins la deuxième ou troisième fois qu'on nous parle du plastique utilisé dans les bacs.

Comme on disait tout à l'heure, on a soumis la question aux représentants du Département de santé communautaire l'autre jour, mais ça avait l'air pour eux tout à fait

450 nouveau, mais l'idée de lancer un concours pour trouver le bac ou le modèle de bac avant d'en distribuer à grande échelle, vous voyez ça comment? Qui pourrait mener cette opération-là selon vous? L'idée semble intéressante au départ, mais comment on ferait ça si on voulait... vous y avez songé?

M. DANIEL VÉZINA:

455 Oui. Bien, je veux dire, prenons le cas de BIXI par exemple. BIXI a été une initiative de la Ville. Donc, ils ont lancé un concours, mais il y a des designers privés qui sont venus soumettre des idées. C'est Allaire, si je me souviens bien... Dallaire, pardon, le designer du BIXI. Donc, il a contribué lui aussi, mais le rayonnement, c'est la Ville qui l'a. C'est la Ville qui a tous les bénéfices d'avoir parti ce projet-là et je pense que c'est un projet qui mériterait d'être à
460 grande échelle parce que c'est un truc qui est quand même à faible coût, on ne parle pas d'un gros investissement par unité.

465 Si on lance un concours comme ça et qu'il y a une partie qui vient du privé, je veux dire, pourquoi pas? Et puis, il y a des questions très académiques là-dedans qui pourraient être intéressantes de soumettre à des futurs ingénieurs au niveau des matériaux, au niveau du concept, au niveau de l'irrigation des plantes. Donc, on pensait que ce serait génial. Voilà.

M. JEAN BURTON, président:

470 Un bon sujet en fait qui allierait le design avec une visibilité pour...

M. DANIEL VÉZINA:

Oui, oui.

475 **M. JEAN BURTON, président:**

Question?

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

480

Non.

M. JEAN BURTON, président:

485

Ça va? Merci beaucoup, Messieurs.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

C'est très intéressant.

490

M. DANIEL VÉZINA:

Merci, Madame. Merci, Messieurs.

495

M. JEAN BURTON, président:

Monsieur Benoît Girard, je présume? Si vous voulez prendre place. De la Ferme Bord-du-Lac; c'est ça?

500

M. BENOÎT GIRARD:

Oui.

M. JEAN BURTON, président:

505

Très bien.

M. BENOÎT GIRARD:

510 Si j'avais eu le temps, j'aurais présenté un mémoire en mon nom individuel, mais là, par manque de temps, je suis allé en priorité avec la Ferme du Bord-du-Lac. Donc, je vais essayer d'être assez vite. - Prévenez-moi si je prends trop de temps, je ne veux pas déborder de mon 10 minutes, j'aimerais bien vous laisser le temps des questions.

M. JEAN BURTON, président:

515

D'accord.

M. BENOÎT GIRARD:

520 La Ferme du Bord-du-Lac effectivement, c'est un organisme et donc, on présente les concepts, l'origine et un certain nombre d'idées et puis recommandations dans le mémoire. Donc, je vais peut-être passer plus vite sur certains aspects et m'attarder un petit peu plus à d'autres idées.

525 Donc, l'Île-Bizard, on est un des arrondissements de la Ville de Montréal, puis on a le privilège d'avoir encore une bonne partie de l'île en zone agricole permanente. Donc, ça nous donne un caractère particulier. Alors, on se sent à la fois du monde de l'agriculture urbaine et périurbaine parce qu'on est quand même en territoire agricole avec ses particularités propres.

530 Donc, il y a toujours un caractère champêtre. Je ne sais pas si vous êtes déjà passé, il y a beaucoup de personnes qui font le tour de l'île à bicyclette pour le plaisir parce que c'est un très beau circuit. Donc, souvent quand je dis que je viens de l'Île-Bizard, souvent les gens ont le souvenir par rapport à une tournée à bicyclette. C'est pour ça que je le mentionne.

535 Donc, pour nous, c'est important de vouloir préserver la zone agricole aussi et d'ailleurs, notre projet donc s'est fait par la rencontre de personnes qui avaient cet intérêt, de la protection du territoire agricole avec aussi la préoccupation d'offrir des opportunités, une relève agricole

540 parce qu'on est en territoire peut-être de déprise comme beaucoup d'endroits où il y a parfois des terres en friche. Il y a peut-être le tiers de la zone agricole qui est en friche. Donc, est-ce que ce sont des terres en sursis d'être dézonées, puis construites? Ou autre? Bon, c'est toujours le dilemme puisque c'est l'expansion de la Ville qui s'est faite ainsi depuis plusieurs décennies. Donc, on est à la limite du développement urbain.

545 Aussi se sont joints à nous des gens qui ont fait partie du conseil d'administration, d'autres qui font encore partie du conseil d'administration, donc, ils partagent notre vision et notre idéal et nous apportent un appui.

550 Aussi, c'est la rencontre avec un propriétaire, donc, monsieur Subhash Khanna qui est un homme d'affaires qui avait acquis cette propriété sur laquelle on est en 2007. Donc, qui lui aussi était favorable à l'accueil d'un tel projet quand on lui a présenté le concept, lui et son épouse d'ailleurs. Donc, c'est une entreprise en économie sociale avec la mission d'un soutien à la relève agricole qui sont des modèles innovateurs parce qu'on ne peut pas prétendre soutenir des modèles où ça prend 100 hectares ou 200 hectares pour en vivre. Et puis aussi, maintenant, on est là pour offrir à des gens qui ont un idéal par rapport à une entreprise agricole un espace et des ressources pour leur permettre de réaliser ce rêve. Donc, on est toujours au début, on n'a pas beaucoup de projets, mais je vais vous en parler un petit peu plus loin.

560 Donc, les activités en développement. Donc, grâce au... on a eu un peu de soutien pour le démarrage. C'est un organisme qui démarre doucement au fil de ses ressources avec les moyens qu'on a. Donc, avec le temps, comme un petit arbre qui est planté, à un moment donné, il va grandir plus vite, il va porter davantage de fruits. Donc, on en est là.

565 Actuellement, on a trois projets agricoles qui sont inscrits à l'incubateur. Donc, c'est le concept d'incubateur comme on l'utilise dans le domaine industriel. Il y a des concepts d'incubateur industriel, nous on l'applique au domaine agricole. Il y a quelques autres incubateurs au niveau agricole au Québec, mais on est le seul qui est en contexte proche d'une grande métropole comme ça.

570 Donc, on a deux apiculteurs et un pépiniériste qui justement offre des arbres rustiques pour les jardins domestiques; donc, actuellement, il offre des poiriers, pruniers, cerisiers, différentes pommes rustiques et probablement qu'il élargira au fil des ans d'autres variétés comme les variétés indigènes, amélanchiers et autres.

575 Donc, on a des stagiaires, des bénévoles qui participent. On a des cultures de légumes aussi et des visites de groupe d'enfants récemment qui ont fait la découverte de bons légumes. Donc, ça fait partie des activités d'éducation.

580 Le contexte historique. Nous, l'Île-Bizard est encore, contient encore un patrimoine agricole, des murets, des anciennes divisions domaniales. Donc, il y a quelque chose là à préserver qui est comme unique parce que... qui existait dans maintes régions du Québec, mais qui ont toutes été éliminées par le développement d'une agriculture plus industrielle. À l'Île-Bizard, il subsiste des morceaux de ce patrimoine agricole.

585 Donc, on est toujours en zone permanente comme je vous l'ai dit et une des caractéristiques de l'Île-Bizard, c'est que toutes les terres agricoles sont en domaine privé. Donc, il y a à peu près 300 hectares de terre en friche plus ou moins parce que c'est difficile à... Il y avait 350 hectares il y a trois ans quand il y a eu une étude de caractérisation, mais il y a certaines terres qui ont été reprises par les agriculteurs principaux de l'île.

590 Donc, la préservation de la zone agricole, la Ville de Montréal a la volonté de la préserver. Donc, ça fait partie des actions, l'action 11.4 depuis le plan qui avait été émis en 2003, je crois, je pense qu'il est toujours maintenu et il y a des actions qui ont été faites dans ce sens comme la mise de l'avant de la consultation et la table de concertation sur le paysage humanisé.

595 Donc, à travers ça, il y a eu des études de caractérisation. Donc, on est assez satisfait de voir ces actions-là, mais c'est un processus lent et qui devrait impliquer... et qui doit impliquer nécessairement les habitants de l'île. Donc, il y a encore beaucoup de travail à faire et cet après-

600 midi même, il y a une réunion de ce comité, de cette table de concertation à laquelle la Ferme du Bord-du-Lac participe.

605 Donc, c'est une vision aussi d'une cohabitation harmonieuse de l'activité agricole, de la vie plus urbanisée versus un système de position entre développement urbain et retrait de l'agriculture tel que ça se passe encore aujourd'hui et que ça s'est passé depuis des décennies.

610 Donc, on a l'opportunité de montrer qu'on peut faire autrement, qu'on peut bâtir un développement urbain différent avec une cohabitation comme on le fait. On donne une place au parc, on donne une place à différents espaces. Donc, l'agriculture peut avoir une place dans ce monde urbain et là, on devrait réfléchir à ça, pas juste en termes de la Ville de Montréal, mais de toute la CMM.

615 Dans ce contexte, bien sûr, il y a... peut-être pas toutes les formes d'agriculture qui sont possibles, mais il y a une multitude de possibilités agricoles tant en zone périurbaine qu'en zone urbaine. Pour nous, ça apparaît important de reconnaître le rôle multifonctionnel de l'agriculture périurbaine et urbaine parce qu'il n'y a pas que le rôle de production alimentaire ou le rôle... Donc, comme on l'a vu, vous avez sûrement dû l'entendre à travers différents exposés, le rôle social, le rôle éducatif, le rôle écologique. Donc, il y a tous ces aspects qui sont à mettre de l'avant.

620 Le maintien de la zone agricole. Il nous semblerait bon d'avoir un plan de développement agricole structuré pour l'arrondissement de l'Île-Bizard parce que l'arrondissement a la volonté de préserver sa zone, mais n'a pas nécessairement un plan structuré autre que celui proposé par la Ville de Montréal et les actions qui sont menées.

625 Donc, c'est ça, par rapport aussi... dans la même ligne, un plan directeur d'aménagement du paysage. Aider les agriculteurs aussi techniquement et financièrement dans l'aménagement du territoire parce qu'il y a... là, je fais référence aux rôles multifonctionnels. Si on joue un rôle sur l'aménagement du paysage et que le paysage joue un rôle d'attrait pour les gens, apporte un bienfait à d'autres niveaux, ce n'est pas nécessairement rémunérateur pour les

630 agriculteurs. Alors, il faut penser éventuellement à rémunérer les agriculteurs si on veut qu'ils jouent un rôle qui va au-delà, eux, de l'investissement et rentabilité parce qu'une entreprise agricole, c'est une entreprise au sens propre du terme.

635 Donc, pour nous aussi, c'est important d'avoir accès aux terres agricoles en friche, c'est-à-dire, donc, il y a un travail qui doit être fait de sensibilisation auprès des propriétaires privés pour que ceci se fasse. Parce que ce n'est pas une question de contrainte, c'est une question aussi de sensibilisation parce que beaucoup de propriétaires, des fois, ont tendance à penser que si on empêche le dézonage, si on leur enlève comme un droit de vendre ou de disposer de leurs terres, des choses comme ça, il y a une certaine crainte de perdre de valeur. Alors
640 qu'éventuellement dans l'aménagement, dans l'amélioration du paysage, il peut y avoir un gain de valeur aussi et la valeur patrimoniale n'est pas perdue plutôt que d'avoir une terre simplement en friche.

645 Pour nous, c'est une bonne idée de voir dans les conclusions de votre étude et des travaux de la commission qu'il y ait un lien dynamique entre ce qui se fait comme agriculture urbaine dans les zones vraiment plus urbaines et dans ces zones périphériques. Comme nous, nous sommes à l'Île-Bizard parce qu'on peut avoir une interactivité, une complémentarité. Nous, nous sommes aussi prêts à jouer un rôle dynamique dans l'atteinte des objectifs de mise en valeur du paysage agricole et des terres agricoles en tant qu'organisme incubateur. Donc, voilà.

650 **M. JEAN BURTON, président:**

Merci. En 10 minutes pile! Vous avez fait une répétition avant ou... non? Très bien. Monsieur El-Hage?

655 **M. HABIB EL-HAGE, commissaire:**

Oui. Dans vos recommandations à la dernière page, vous parlez de reconnaissance du rôle multifonctionnel, « *reconnaître le rôle multifonctionnel de l'agriculture en contexte périurbain et urbain.* » Qu'est-ce que vous voulez qu'on reconnaisse exactement?
660

M. BENOÎT GIRARD:

665 De bien reconnaître, de bien identifier les différents rôles que peut jouer l'agriculture
urbaine et périurbaine. Donc, comme j'ai dit, l'aspect social, l'aspect économique, l'aspect
écologique et éducation qui est aussi un peu social. Donc, éducation... comment dire, culturelle,
quoi.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

670 D'accord. Merci,.

M. JEAN BURTON, président:

675 Pas d'autre?

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

Non.

680 **M. JEAN BURTON, président:**

Dominique?

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

685 Moi, je vais poursuivre dans la même veine que mon collègue. On a vu souvent
apparaître dans les mémoires le mot « reconnaître ». Pour vous concrètement, cette
reconnaissance-là se traduit comment?

690 **M. BENOÎT GIRARD:**

Une des recommandations, ce serait si je suis un agriculteur par exemple qui travaille sur l'Île-Bizard et que dans le cadre des travaux du paysage humanisé, on dit : Bon, il faudrait que les paysages agricoles retrouvent un cachet champêtre au lieu d'avoir simplement des arbustes ou une friche un peu partout comme on le voit actuellement. Donc, j'aimerais ça qu'on m'aide à 695 faire ces travaux-là et qu'on me rémunère pour ça. Donc ça, c'en est une reconnaissance par rapport à un aspect. Si je joue un rôle éducatif, si j'accueille des groupes d'enfants de garderie, d'école, des choses comme ça, oui, à ce moment-là qu'on me donne des facilités. Ce sont des rôles que joue l'agriculture et qui peuvent être très utiles à la collectivité.

700 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:**

Parfait. Donc, dans votre esprit, c'est donc les nommer dans les politiques, mais c'est aller plus loin. C'est aussi soutenir au fond la façon dont... enfin, les rôles qu'on a reconnus, c'est arriver à vous soutenir pour pouvoir les jouer pleinement.

705 **M. BENOÎT GIRARD:**

Oui, il faut que ce soit traduit dans des actions d'appuis financiers et aussi éventuellement, j'avais mentionné le mot « facilitant » lors de la présentation l'autre jour.

710 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:**

Oui.

715 **M. BENOÎT GIRARD:**

Donc, peut-être aussi au niveau de la réglementation quoi.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

720 O.K., de réglementation, d'appuis techniques, bref, c'est-à-dire qu'à partir du moment où on a reconnu le rôle, donc, on vous donne les conditions nécessaires pour le jouer.

M. BENOÎT GIRARD:

725 Oui. Et ça peut être aussi au niveau du rôle que peuvent jouer les agents de la Ville, quoi, les administrateurs de la Ville, que ce soit au niveau des fonctionnaires ou des élus, peu importe.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

730

Je vous avoue, on arrive au bout de la commission, je ne suis pas sûre de saisir la différence que les gens font entre le périurbain et l'urbain? Pourriez-vous m'éclairer un petit peu?

735

M. BENOÎT GIRARD:

En réalité, c'est un continuum. Donc, on peut mettre la frontière par rapport à la zone permanente et zone non permanente, ça peut trancher de façon technique, mais au-delà de ça après, bon, il est difficile de mettre une limite claire. Il y a comme... plus on s'éloigne des centres urbains, plus il y a d'agriculture. Plus on s'en approche, plus la pression du développement urbain est forte, plus la pression spéculative sur les terres est forte.

740

Comme une terre agricole dans la région au niveau de valeur agricole, elle devrait valoir à peu près 20 000 \$ l'hectare; dans le contexte de l'Île-Bizard, ça vaut 100, 150 000 \$ l'hectare.

745 C'est un petit peu un exemple des réalités concrètes que ça peut donner au niveau économique.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

750 Je comprends. Et est-ce que la relève existe? Parce que vous avez parlé de gens, d'agriculteurs qui auraient des terres en friche; est-ce que c'est des personnes âgées? C'est des personnes qui cessent de faire de l'agriculture pour quelle raison? Est-ce que c'est une question de relève aussi?

M. BENOÎT GIRARD:

755 Les gens, beaucoup ont cessé de faire de l'agriculture à un moment donné. Oui, effectivement, il n'y a pas eu de relève dans la famille si c'était la génération d'avant qui faisait l'agriculture. Il y a beaucoup de terres... il reste deux entreprises principales sur l'Île-Bizard,. Eux-mêmes cultivent des terres qu'ils possèdent, cultivent aussi des terres qui sont à d'autres. Puis il y a des terres qui ne sont pas cultivées. Il y en a qui sont laissées carrément en friche dans le but éventuel de les dézoner comme... parce que c'est une stratégie qui a fonctionné dans le passé. Donc, on s'attend à ce qu'elle va fonctionner encore dans l'avenir.

760
765 Donc, voilà. Puis il y en a aussi, c'est des familles qui eux gardent en tant que valeur patrimoniale. Donc, je dirais qu'il y a plusieurs situations finalement, oui.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

Parfait. Merci.

770 **M. JEAN BURTON, président:**

775 Pour continuer sur la complémentarité de l'agriculture urbaine, donc, carrément en ville, avec l'agriculture qui se développe tout autour, à plusieurs reprises on nous a mentionné le lien qui pourrait se développer en tant que producteur. Donc, surtout au niveau maraîcher. On n'est pas dans les grandes cultures, mais on est surtout dans le maraîcher.

780 Avec la possibilité qu'il y ait des marchés, donc, publics, des marchés fermiers, donc, tout ce lien de fourniture d'aliments dans une couronne à proximité de la ville, est-ce que ce concept d'intégration, si on veut, d'échanges marchands est quelque chose qui apparaît réaliste ou s'il y a énormément de barrières ou si c'est très compliqué et pour les producteurs, donc, de venir en ville et de vendre dans des marchés publics?

785 Parce qu'on nous a souvent présenté cette image qui a l'air tout à fait simple du producteur qui part avec ses légumes, qui vient en ville dans ce petit marché local, mais on se demandait si c'était aussi simple que ça que développer ce lien entre le périurbain et la demande urbaine?

M. BENOÎT GIRARD:

790 C'est simple et compliqué à la fois. Je veux dire, dans le principe, ce n'est pas compliqué; dans la réalité, c'est un parcours de beaucoup d'années de persistance parce que c'est un agriculteur qui a une entreprise qui va devoir y mettre des efforts s'il veut être là et durer. Donc, il faut qu'il y mette de la passion comme toute autre entreprise finalement.

795 Donc, c'est au fil des ans et à force de bâtir des relations, à trouver les bons endroits, établir des contacts avec une clientèle, un lien de fidélité et autre. Donc, c'est ça. Donc, le rôle de la Ville dans tout ça, c'est de favoriser les espaces et graduellement, ça va s'établir, mais ça ne se fait pas comme ça, en claquant des doigts.

800 Il y a des expériences qui réussissent mieux que d'autres. Il y en a qui ne réussissent pas, donc, il y a des formules qui fonctionnent bien, il y en a d'autres qui fonctionnent moins bien. Donc... Mais c'est important de favoriser le lien direct entre l'agriculteur et la personne qui consomme les légumes parce que ce lien-là est très intéressant aussi. Il s'établit de la confiance. L'agriculteur y trouve beaucoup de satisfaction à obtenir des citoyens, les
805 commentaires comme de quoi ses produits sont appréciés. Ça donne beaucoup plus de valeur à son travail que simplement un moyen de gagner sa vie, quoi.

Puis le citoyen aussi, de connaître d'où viennent ses aliments, il y en a beaucoup qui mettent de l'importance à ça. Donc, c'est très très important, oui.

810

M. JEAN BURTON, président:

D'accord.

815

M. BENOÎT GIRARD:

Donc, ça se fait dans beaucoup de villes. Moi, j'ai vu à Paris que ça existe très très bien. Il y a encore pas mal d'agriculteurs dans le tissu périurbain qui vivent très très bien. Donc, ils adorent leur métier, quoi. On voit qu'il y en a d'autres... il y en a qui vendent mieux que d'autres parce que justement ils ont une relation avec leurs clients qui est différente d'une personne à l'autre.

820

M. JEAN BURTON, président:

Il y a une portion de relations humaines qui vient influencer.

825

M. BENOÎT GIRARD:

Oui.

830

M. JEAN BURTON, président:

Sur la question de convaincre les propriétaires privés, parce que si j'ai bien compris, l'ensemble des terres même dans la zone agricole permanente est de tenure privée, quelle sorte d'arguments vous utilisez pour... parce que là si je comprends bien, il y a un propriétaire qui a été attentif à votre projet, qui vous prête sa propriété, mais comment on fait pour un peu pérenniser ou s'assurer que ça se développe, qu'on récupère les terres en friche? Quels sont les arguments ou les moyens qui feraient en sorte qu'on avance un peu là-dessus?

835

M. BENOÎT GIRARD:

840

On ne peut pas dire qu'on a sorti encore beaucoup les arguments parce qu'on n'a pas eu besoin d'aller à la recherche de terre encore du fait que la terre où on est n'est pas encore complètement utilisée.

845

M. JEAN BURTON, président:

O.K.

M. BENOÎT GIRARD:

850

Donc, tant qu'on n'a pas fini d'utiliser cette terre, donc, on ne va pas trop aller ailleurs, on a sondé un petit peu le terrain pour voir s'il y avait des propriétaires comme dans le cas des consultations sur le paysage humanisé, on a eu l'occasion de rencontrer d'autres propriétaires de terre qui se sont montrés intéressés, oui.

855

M. JEAN BURTON, président:

D'accord.

860

M. BENOÎT GIRARD:

Mais comme je vous l'ai dit, des arguments que je pense pouvoir mettre de l'avant, ce sont ceux de la mise en valeur d'une plus value à la terre si on fait du travail agricole dessus, si on la remet en état. À ce moment-là, si on améliore son aspect visuel, je pense que ça peut lui donner de la valeur.

865

C'est sûr que si on la dézone et on la vend pour du lotissement, on va multiplier sa valeur par dix. Mais si les propriétaires ont le message comme de quoi ça n'arrivera pas parce que la

870 Ville a la volonté ferme de garder ces zones au niveau agricole, à ce moment-là le propriétaire va accepter de faire quelque chose avec.

875 Bon, il y a l'aspect aussi éventuellement de la remise des taxes foncières aux deux-tiers pour ce qui est de la valeur agricole seulement. Donc, la terre agricole si elle a un taux de taxation mettons de 5 000 \$ par année, la personne a droit au remboursement aux deux-tiers par le ministère de l'agriculture à ce moment-là quand il y a un projet agricole dessus. Ça, c'est un incitatif financier, quoi.

M. JEAN BURTON, président:

880 Bien. Merci beaucoup, Monsieur Girard. Merci pour votre travail. Madame Louise Chênevert, s'il vous plaît.

Mme LOUISE CHÊNEVERT :

885 Bonjour!

M. JEAN BURTON, président:

890 Bonjour!

Mme LOUISE CHÊNEVERT :

895 Je vous remercie pour avoir fait la consultation publique...est-ce que vous m'entendez? Est-ce que vous avez reçu mon...

M. JEAN BURTON, président:

Oui, oui. On a bien reçu.

900 **Mme LOUISE CHÉNEVERT :**

C'est un peu dans les délais là. Je sais que je vais peut-être être répétitif, mais je trouve que c'est comme voter : plus que les thèmes puis les idées reviennent, c'est comme mettre les choses encore en valeur, puis dire, bon, c'est important. Alors je sais que beaucoup a déjà été dit par d'autres personnes à d'autres colloques, puis, bon. Alors je l'ai écrit en anglais, alors je vais vous le faire en anglais. Je vais peut-être lire un petit peu... pas mal. Pour commencer avec mon histoire personnelle puisque ç'a été demandé dans des questionnaires.

910 Although I am no longer a resident of Montréal, I live in Montréal-Ouest, a greater part of my life is in NDG and I participated in many of their garden projects so I have pertinent experience in the City of Montréal. I presently practice organic permaculture methods. As the Montreal Permaculture Guild was forming I recommended that we have in our mission that our territory would be the whole CMM so, in that case, I am part of the residents in the CMM.

915 I began a garden, in my family we had always a vegetable garden in NDG where I grew up. We also purchased fruits and vegetables from local markets in the fall and preserved these by canning, freezing and all other forms for the winter.

920 I began in garden in the lane in my first apartment in NDG. I encouraged my neighbors to participate. The gardens expanded every year by reclaiming more land and including more participants. This project was relandscaped and covered with grass sod when the buildings were renovated. We not only lost a precious compost recently spread but the perennials herbs and the strawberries. This event was very devastating for the community.

925 I later became a member of the NDG Garden Club and received a plot behind the Eventide Home on St-Jacques. The soil was depleted. The first year was dedicated to enriching the soil. The second year, I invested in medicinal herbs as I was studying Herbology. Mayor Pierre Bourque changed the zoning from Institutional to Industrial without a referendum
930 to allow Parmalat to purchase Sealtest and build a refrigerant plant. I lost a huge investment

and two years of my time and my hopes of expanding my herbal business and using that land to make herbal products.

935 Very discouraged, nonetheless persevered and joined the Cantaloupe collective garden for a few seasons and then managed by Eco-Initiative. It is now managed by Action communautaire.

940 I participated in other projects over the years that no longer exist today, which is pretty sad. I moved to Montréal-Ouest in 2001. I had a small plot but it was too shady and heavily rooted. I continued composting in the hope of having a new site as well as diverting the food waste from landfills. I compost 12 months a year. I actually snow shoe to my site like 500 feet away every couple of days with my compost, because I believe in it.

945 I now have a plot on Hydro Land. The lease is in the hands of a landowner wishing to sell. Again, I am in a precarious situation, I have invested in perennials such as fruit trees, berries and herbs risking loss once again. Hearing others speak, I am not an exception, this as occurred to many. Loss due to zoning changes or ownership transfers are of the main causes.

950 Food security is directly linked to security of the land where the garden is. There needs to be legal provisions so that local gardening projects are protected. I feel I have been a nomadic gardener for the past several decades. I have fruit trees in my back yard, yet the apples have scab and the plums have black nubs. These diseases are prevalent on the island. I don't know if you are aware of that.

955 Opinions of the importance of urban agriculture in Montreal. Food shortages. Urban agriculture is essential because of the present global political, economical instability as well as due to climate changes, which trigger unforeseen crisis, as the ice storm in '98. The City of Montréal is unprepared. The supply food in local stores and restaurants is estimated to be on average less than a week - a few days at the best.

960

Food security issue has come up in this conference and I don't really see, hear about food security in that sense. And that is a question that I will discuss later.

965 Quality food choices. We need to enrich our local resources and not be dependant on products such as apples and grapes from Chili, and pears from Argentina and berries from Mexico. Which carry large carbon footprint due to their transport. If this produce is not organic purchasing it contributes to soil degradation and contamination due to poor agribusiness practices including the use of pesticides and GMO. If it is organic but not fair trade, then
970 people producing the crops for export are not able to live off their wages making their country poorer.

 Montreal has becoming increasingly aware of global economics and many would prefer voting with their money by encouraging organic food fair trade farms, yet many cannot afford to
975 do so.

 I am part of this group. I am a vegetarian and often do not eat my daily quota of fruits and vegetables because I face a conundrum. And which is not always a price issue. For example, if I am choosing fruit and I have the choice of an organic pear from Argentina which,
980 is not fair trade and a local pear which is not organic, which one do I buy? The one from Argentina has enlarged cover footprint by travelling but also it's not fair trade so I doubt, you know, who actually produced it, and the local one is good because I am supporting the local farmers but it's not organic, it's probably sprayed. So often I just walk out of the store and then don't buy any fruit. So this is why I prefer to grow my own. Choosing seeds and seedlings
985 grown locally on Certified Organic farms, preferably heritage varieties.

 The fruits I mentioned earlier: apples, pears, grapes and berries are easy to grow here. Much of the island was farmed for good reason as it has rich fertile soil as it has reaped the benefits of the River from millennia. Agriculture was a great part of all the towns, which
990 formed the present day City. It is part of our cultural heritage and should be protected, as are the wetlands under provincial law. And I made a note here that, I read it in one of your documents that the province actually has decreed a zoning protection for agriculture activity

995 which I am very pleasantly surprised. But it also follows up here saying : *Ville de Montréal hopes to maintain the permanent agriculture zones*. «Hopes» means doubt, *doute, souhaite* and then if it is law then how can you have doubt. I mean you have to go by the law and protect the zones.

1000 Problems and barriers. What I would to discuss also is Nature deficiency disorder, which was written about in his book *Last Child in the Woods* by Richard Louv is becoming prevalent in the high tech society. We are raising a generation of human beings, which have no concept of what it is, nor where it comes from and these children have a great disconnect from nature. This in turn fosters apathy towards all environmental issues.

1005 Gardening greatly reduces nature deficiency disorder by teaching children where food comes from. This in turn increases respect for food and value a waste, which can be recycled into compost, which is the foundation of life. Gardening increases consciousness of the food processes, which is the cycle of life. It encourages people to eat healthier and varied diet and lead healthier lifestyles and fosters an appreciation of other natural resources such as water and the need to protect and conserve them.

1010 Collective gardening increase community involvement, shared goals, problem solving, skill acquisition and pride of accomplishment. These benefits are key in keeping children in schools and out of jails.

1015 Pollinators are essential to our food production. 40% of our food needs to be visited by bees in order to produce fruits and vegetables. Bees cannot survive in mono crops as they are like deserts. Bees are dying due to wide usage of pesticide called colony collapse disorder. To help bees survive they need a varied source of foods, as do humans. Gardens, les potagers, actually provide this kind of continuous food source throughout the season where is a crop of corn is only been flowered for a week or two and then the bees have no food.

1020

I made some recommendations. How much time do I have?

M. JEAN BURTON, président:

1025

You're still good. Nine minutes.

Mme LOUISE CHÉNEVERT :

1030

Recommendations, suggestions and commentaries. What the City can do?

1035

1. Ville de Montréal could purchase some of the west island farmlands and create urban farms. These farms could have a mandate to store a percentage as crisis relief and to supply food banks. This could also employ graduates from the many environment departments of our Universities.

2. There needs to be legal provisions so that local gardening projects are protected.

3. Reclaiming more waste spaces.

4. Creating more community gardens to reduce the waiting list time. I heard other people saying there is too long waiting time for gardens.

1040

5. Increase funding for collective gardens to support educational programs.

6. Planting orchards of fruit trees and nut trees in municipal parks not only ornamentals to increase local food resources.

1045

7. Is about bees again. Urban by-laws should be updated to allow beekeeping as long as those who wish to do so are trained, qualified and certified to care and maintain healthy beehives. If bees are allowed in community and collective gardens, there must be a responsible trained beekeeper to care for the hives. There needs to be safe wintering sites. Education regarding safe handling and behaviour around hives must be part of the introduction of bees in gardens where families with young children are present. Thus reducing fear of these beneficial insects.

Note: that most stings are from wasps not honeybees.

1050

The next 3 are educational.

8. Putting gardens in daycares, preschools elementary and High Cchools and other institutions like libraries and churches is essential to curb «Nature deficiency Disorder.

9. Placing composting programs in all schools, cafeterias is also a priority to reduce waste going to land fills but also creating a local resources for gardens.

1055 10. Working with the province to prioritize agriculture education schools and funding projects to enrich the lives of the disadvantaged and at risk youth by providing them with projects and skills to be proud of.

1060 I'd like to talk about some feedback from other sessions. I had a question about beekeeping, on June 14th, and some of the provincial jurisdiction by FAQ- Fédération des apiculteurs du Québec where hives must be registered. But there are municipalities in Montréal-Ouest where I live where there is restrictions and you cant have hives. And in my case Montréal-Ouest, it is a nuisance by-law. And it doesn't make much sense but that is where it is right now.

1065 2. There were questions arising last Thursday regarding potato restrictions. In permaculture practices planting are done in guilds where plants are grouped in companionships as they are beneficial and help each other. There are trap crops that deter pests. Plant such as Dead Nettle, Flax, Tansy and Horseradish all deters potato bug.

1070 3. Fruit trees were discussed on Monday June 18th. If fruit trees are planted in municipal parks, community and collective gardens would need expert care. So choosing a dwarf disease resistant varieties would eliminate the need for pruning and spraying. Where using technical skills that we need and also the spraying which is actually legal at this point. Shorter trees make the fruits more accessible without the need of ladders, reducing the risk, injury and need for extra insurance.

1075 I believe that some of the... There where questions where *agriculture urbaine* should fall into the municipal, the CMM. I think it should be the CMM because there is a lot of boundaries and other *agglomerations* that don't have similar by-laws. And where as pesticides, because of wind can cross over borders so it's like cross the island, we banned pesticide decades ago, so as far of bees, it's the same thing, they travel up to five kilometers from their hives. So one municipality can and the other one can't, it doesn't make sense because bees travel. But they would probably travel less if they had available crops such as urban garden, where they would have a lot of food.

1085

In conclusion. The City of Montreal takes pride of being a leader in cultural festivals. It is time for the City to takes steps to be a leader in the Transition Town movement where cities are becoming self sufficient in their food and energy needs.

1090 I'll give you a definition from my course. «*Permaculture is the conscious design and maintenance of agriculturally productive ecosystems which have diversity, stability and resilience of natural ecosystems. It is the harmonious integration of landscape and people providing their food, energy, shelter, and other material and non-material needs in a sustainable way. Without permaculture there is no possibility of a stable social order.*» Thank
1095 you.

M. JEAN BURTON, président:

Merci.

1100 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire**

It is more a comment than a question. You are the first one who brought the idea of what you lost in terms of investment by the fact that community gardens are not protected under specific zoning law. We even had people come in and say « we should be able to do transitory... can I say that?
1105

M. JEAN BURTON, président:

Transition?
1110

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire

Transition planting in places where we do not know who is the owner, it does'nt have to be owned by the City, etc. So if I read correctly your experience, you would be against such a
1115 mesure? Cause you think that there has to be some permanent...

Mme LOUISE CHÉNEVERT :

1120 It depends, I mean if you are going to grow annual crops like tomatoes, cucumbers and
radishes, like you do with kids in elementary schools then, you know, but if you are going to
start talking about like perennial, like fruit trees, grapes, raspberries or herbs, medical herbs or
prayers, then you loose everything, cause you know, the person sells the land and then you
got nothing, and you spend years of money investment, it's devastating because you put work
and energy. Especially like the place I was at on St-Jacques, the place was depleted. The first
1125 year, all I did is regenerate the soil.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire

O.K.

1130

Mme LOUISE CHÉNEVERT :

1135 The next year I bought a lot of plants from Ontario, medicinal plants or organic. And
medicinal plants you can't harvest the first year because it wasn't rooted, you want a plant that
is healthy and you do not want to harvest the whole thing the first year, you want it to multiply
and get it's... you know, get it ... before you start cutting it back, so it takes a few years before
you get harvest. And like apple trees, you do not get harvest the first years. If you plant, you
know, a few years later you hope to get some harvest, like strawberries for example, you plant
them, they root the first year, you may get a few flowers; next year you have a few berries but
1140 ...usually it takes a few years before you get good strawberries plants.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire

1145 And there is no form of compensation or... when the land is sold like that or dezoned
like that, you just lose whatever you have? That is your experience.

Mme LOUISE CHÉNEVERT :

1150 That my experience. I've been in other projects too, a library, and the place was sold. That was a shame because that was a library, it was a garden designed to attract wild life there where birds, bees, butterflies and it was taken by somebody else.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire

1155 You've done both, community gardening and collective gardening. Could you tell us, is there a difference? Should we have one more than the other? If we had a choice to make, would you say more collective or more community garden?

Mme LOUISE CHÉNEVERT :

1160 Community.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire

1165 Community, yes? What is the difference between the two? Well, I know that for one you share the crop, but for you it is better if people have their own land? Is that what you are saying?

Mme LOUISE CHÉNEVERT :

1170 Well, collective you have a whole plot within a whole zone. Right?

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire

Yes.

1175 **Mme LOUISE CHÊNEVERT :**

Which was what NDG Garden Club was, it wasn't part of the city, it was a part of the club. But it's like you have a little square and someone puts up pole beans, and you are having plants here and it's blocking you sun, there is no design. In permaculture you want, the whole thing is designed that works for everybody. So if you want to plant fruit trees, everybody can share that, you know, you want to plant shade loving plants so you can design it so everything could work . But if everybody has little squares, then the sun won't be right, you can run in difficulty like that.

1185 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire**

O.K. Thank you.

1190 **Mme LOUISE CHÊNEVERT :**

And also, if you talk community there are certain things like turning compost or digging new beds, if you talk community, you have seniors and children, some tasks cannot be done by those individuals, or if you have handicapped or disable people, they can't do those works. You know, or pruning fruit trees, they can't go on ladders. But if you have a group of people working together, then everybody has a value, so a senior could be planting radishes and it is very simple task. But somebody has to do it, right? And the value of that crop is still there. So is't not whether, you know, planting a seed or pruning a tree, which job is more important. So it's all equilized shares, and some people just don't want to dot it, but others will, they share the work load and the problems as well.

1200 **Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire**

Thank you.

M. JEAN BURTON, président:

1205

Ça va?

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire

1210

Oui.

M. JEAN BURTON, président:

1215

Merci beaucoup, Madame Chênevert. J'inviterais maintenant monsieur Charles Mercier. Bonjour!

M. CHARLES MERCIER:

1220

Bonjour! Alors, je vous distribue une annexe.

M. JEAN BURTON, président:

D'accord. Merci.

1225

M. CHARLES MERCIER:

Alors, bonjour!

M. JEAN BURTON, président:

1230

Bonjour!

M. CHARLES MERCIER:

1235 Pour vous situer, je suis le directeur d'un organisme qui s'appelle La Société
environnementale de Côte-des-Neiges. On existe depuis 1996, mais on est actif dans le
jardinage urbain depuis 2004. C'est expliqué dans le mémoire en introduction.

1240 Je vais tout de suite parler de l'annexe. Donc, c'est simplement pour mettre à jour les
Jardins collectifs du quartier Côte-des-Neiges. Je sais que l'arrondissement avait déjà fait cette
recherche-là, mais c'était peut-être au début de l'année, il y a certains jardins qui ont changé,
alors, c'est simplement pour que vous sachiez ceux qui ont été créés. Alors, ça va compléter le
portrait de Montréal pour le jardinage collectif.

1245 Alors, je vais tout de suite passer aux recommandations. Donc, dans notre mémoire, ce
n'est vraiment pas des grandes analyses parce qu'on est en saison de jardinage, on était
vraiment trop occupé. Donc, c'est seulement certaines recommandations qu'on voulait vous
communiquer pour faire avancer la cause de l'agriculture urbaine à Montréal. Donc, certaines
sont plus pertinentes à l'échelle du quartier Côte-des-Neiges, d'autres pourraient peut-être être
des idées intéressantes quand vous allez généraliser les mémoires de tout le monde.

1250 Alors, on a divisé ça par thèmes. Donc, concernant le jardinage communautaire, c'est
qu'il faut toujours chercher des espaces pour le jardinage communautaire parce que selon nous
vraiment, c'est la forme un peu la plus stable parce que c'est géré en partie par les autorités
municipales. C'est des terrains qui sont souvent la propriété de la ville ou qui font l'objet d'une
1255 entente plus à long terme. Donc, c'est vraiment ce que les jardiniers recherchent le plus.

1260 S'ils ne peuvent pas avoir accès à ce genre de jardin-là, ils vont aller du côté du
jardinage collectif ou ceux qui ont des terrains font ça chez eux, mais disons que ceux qui n'ont
pas de terrain vont plutôt vers le jardinage communautaire parce que ça permet plus de
flexibilité. Dans le jardinage collectif, oui, on partage, mais des fois, il faut se coordonner, il faut
des réunions. Il y a des gens qui travaillent, ils ne peuvent pas vraiment s'insérer dans ce genre
de modèle et ils ont déjà la connaissance, donc, ils n'ont peut-être pas besoin d'un soutien,

1265 d'atelier, tout ça. Donc, ils veulent juste un espace pour jardiner, pour avoir leur propre variété de tomates qu'ils ne pourront pas trouver au magasin et aussi, c'est ça, faire leurs conserves qui vont goûter meilleures.

1270 Donc, le jardinage communautaire est vraiment pertinent. Je sais que les terrains coûtent cher en ville, donc, c'est toujours limité, mais des fois, il y a des ententes qui peuvent être faites. Des fois, ça peut être sur un terrain privé, mais avec une entente vraiment plus, disons, formelle avec la municipalité. Des fois, ça peut être des terrains institutionnels. On sait que les terrains institutionnels, les institutions de Montréal ont été construites à une époque où il y avait beaucoup de terrains, donc, ils ont beaucoup de terrains qui ne servent à rien. Donc, qui servent juste à les isoler un peu des espaces résidentiels autour, mais ça pourrait vraiment être mis à profit.

1275 Souvent c'est des institutions, par exemple des centres de réadaptation où les gens ne vont pas aller nécessairement se promener là, donc, ce n'est vraiment pas utilisé. Et à côté, on a la zone résidentielle où les gens se marchent sur les pieds. Donc, il y aurait vraiment des ressources de ce côté-là.

1280 Aussi, on pourrait si on pense améliorer l'agriculture urbaine, soutenir la productivité dans les jardins communautaires existants. Donc, les gens font leurs petites choses. Ils ont leur connaissance, mais c'est sûr qu'on pourrait par exemple améliorer l'accès à un compost de qualité. Donc, oui, les gens peuvent aller le chercher en auto au sac, mais si c'était plus organisé, donc, ils peuvent avoir leur propre terrain, mais quand même qu'il y ait des choses organisées collectivement dans un jardin communautaire.

1290 Aussi d'essayer des nouvelles pratiques comme l'utilisation du bois raméal qui permet de bâtir la fertilité du sol à long terme en mettant des résidus de bois déchiqueté. Donc ça, ça se fait disons en agriculture à plus grande échelle, mais ça pourrait être utilisé en jardinage urbain, et même ça pourrait être une manière de valoriser le bois urbain, les déchets de coupe, mais je vais en parler plus tard en pensant à certaines problématiques.

1295 Aussi, on pourrait soutenir les comités de jardin. Parce que les comités de jardin, c'est
souvent des bénévoles, donc, ce n'est pas des organismes constitués. C'est des gens qui sont
élus, des fois qui ne savent peut-être pas les règles démocratiques ou bien comment gérer un
groupe. Donc, nous dans Côte-des-Neiges, on a souvent des comités de jardin qui ont certains
problèmes et ça crée des dissensions dans le jardin. Donc, si ces comités-là fonctionnaient
mieux, si peut-être ils étaient soutenus par un organisme... Nous ce qu'on a essayé dans Côte-
1300 des-Neiges, c'est que notre organisme soutient certains comités de jardin et ça leur permet de
régler des problèmes et d'offrir un meilleur contexte de jardinage à leurs jardiniers au niveau
communautaire.

1305 Je ne connais pas les problèmes ailleurs, mais des fois de les aider à mobiliser les
membres pour des corvées collectives ou simplement pour la relève au niveau des comités, c'est
un défi. Donc, un soutien pourrait les aider à ce niveau-là.

1310 Il y a des bacs de jardinage surélevés qui deviennent vraiment quelque chose de
nécessaire avec le vieillissement de la population. Donc, des fois de soutenir les jardins
communautaires qui veulent en avoir, ce n'est pas nécessairement de leur donner de l'argent,
mais des fois, je sais qu'il y a beaucoup de cabanons dans les jardins communautaires qui ont
été construits par l'École des métiers de la construction dans le cadre de projet de fin d'étude,
donc, ça pourrait être un peu ça parce qu'un bac surélevé peut coûter jusqu'à 1 000 \$, donc, un
jardin ne peut pas en acheter une quinzaine à l'année, donc, peut-être deux, trois.

1315 Mais les besoins vont aller en augmentant et les bienfaits du jardinage vraiment
justifieraient ce genre d'investissement-là parce que ce n'est pas seulement au niveau sécurité
alimentaire et production alimentaire, mais au niveau psychologique. C'est représenté par le
concept d'hortithérapie. Donc, ça peut être une forme d'hortithérapie où ça rapporte beaucoup
1320 plus que les petites carottes.

Et si on pouvait modifier les règlements de gestion des jardins communautaires pour
que vraiment ce soit les gens de l'arrondissement qui puissent en profiter. Je sais qu'en ce
moment par exemple au sein de la Ville de Montréal, n'importe qui d'un autre arrondissement

1325 peut appliquer, mais là, ça fait qu'il y a certains quartiers comme par exemple dans Côte-des-Neiges, on a un certain déficit, mais il y a peut-être certaines personnes qui viennent d'ailleurs. Donc, on aimerait garder les ressources locales et en même temps, ça fait sens au niveau du transport et aussi au niveau des services municipaux.

1330 Souvent les services sont réservés aux résidents de l'arrondissement sauf pour d'autres services où c'est plus logique. Par exemple, les bibliothèques. On peut être membre d'une autre bibliothèque, mais si on veut, je ne sais pas, avoir accès à des services qui coûtent de l'argent, qui demandent des ressources, bien, c'est souvent réservé aux gens. Ça aiderait à libérer quelques places.

1335 Au niveau du jardinage collectif ou privé, donc ça, c'est tout ce qui se rajoute, c'est très intéressant parce que c'est une forme de jardinage qui est moins... qui est complémentaire au jardinage communautaire. Donc, comme ce n'est pas aussi stable, ce n'est pas sur des terrains de la ville, ce n'est pas des ententes à long terme, mais des fois, ça permet d'occuper des niches environnementales dans la ville où on ne pourrait pas installer du jardinage communautaire. Donc, ça a un intérêt.

1340 Par exemple avec le jardinage collectif, on pourrait mettre en valeur des terrains institutionnels. On ne sait pas si dans dix ans, ils vont construire, par exemple un hôpital
1345 construira un nouveau pavillon, mais d'ici là, il pourrait y avoir un jardin et c'est sûr qu'on gaspillerait les ressources. Il ne faudrait peut-être pas que ce soit un verger qui demande beaucoup beaucoup de travail, mais pour le jardinage, les gens diraient oui à jardiner un dix ans en attendant que le nouveau pavillon soit construit.

1350 Mais une des faiblesses, c'est un peu le financement des groupes qui font du jardinage communautaire. Donc, il n'y a pas de programme de financement pour ce genre de jardinage-là, alors, c'est d'autres programmes en développement social par exemple, mais qui ne tiennent pas compte du contexte du jardinage. Donc, souvent les projets doivent commencer à une période où il est presque trop tard pour jardiner. Alors, par exemple, nous, on est financé, ça

1355 commence en mars, avril jusqu'à l'automne, mais il faudrait vraiment travailler à l'année longue pour faire notre planification l'hiver et être capable de vraiment aller dans les jardins l'été.

1360 Et là, on doit faire un peu nos contacts, notre planification avec le personnel qui est engagé par le projet au début de la saison. Le jardinage commence un petit peu en retard par rapport à quelqu'un qui aurait son terrain ou son jardin communautaire. Donc, s'il y a moyen, pas nécessairement d'offrir plus d'argent, parce que je sais que tout le monde veut plus d'argent, mais de flexibiliser les critères et de même permettre de considérer que quelqu'un actif en jardinage urbain peut travailler l'hiver. Il y a vraiment beaucoup de choses pertinentes à faire l'hiver.

1365 Aussi au niveau du financement, pour l'augmenter, ça, c'est très difficile, tout le monde le demande, mais peut-être l'idée de financer sur plus d'une année, même si ce n'était pas plus d'argent, mais si c'était stable sur plus d'une année, ça permet déjà de faire certains plans, de budgéter sur plus qu'un an.

1370 Aussi peut-être d'offrir du soutien de la part de l'administration municipale sous forme de services qui seraient difficiles à obtenir par un simple OSBL, des fois ça peut être, je ne sais pas moi, simplement donner du bois d'élagage, du bois fragmenté ou des choses qui ne coûteraient pas plus cher à la Ville, mais auxquelles on a difficilement accès parce que ces différents services et on ne peut pas appeler comme ça quelqu'un du Service des travaux publics pour se faire livrer des choses. Ça s'est déjà fait à une certaine époque, mais maintenant, c'est vraiment plus difficile d'avoir accès. Donc, on doit le faire par nous-mêmes, faire livrer, mais c'est à des coûts un petit peu plus élevés.

1380 Aussi peut-être un appui pour la recherche de bailleur de fonds parce que souvent, on recherche des lettres d'appui. On a des lettres d'appui de partenaires, mais disons si la Ville de Montréal appuyait formellement disons dans une politique le jardinage collectif, ou d'autres formes de jardinage, ça permettrait d'avoir un peu plus de crédibilité.

1385 Et aussi pour la recherche de terrains. Des fois on cherche très longtemps qui est propriétaire de tel terrain vacant et ce n'est pas facile d'avoir accès aux bases de données de la Ville. Si peut-être il y a moyen de faciliter ça... C'est des idées.

1390 Aussi, pour justement offrir un incitatif aux propriétaires fonciers, qu'ils soient institutionnels, commerciaux ou privés, peut-être d'étudier l'option d'offrir un petit rabais de taxe pour les gens qui diraient : « Notre terrain arrière pourrait être un jardin ouvert soit aux résidents, soit... », donc, un peu aliéner l'usage de ce terrain-là pour l'agriculture urbaine, s'il y avait moyen, c'est ça, de financer, je veux dire d'avoir un rabais de taxe, mais qui pourrait être contrebalancer par une petite surtaxe pour les gens qui pavent par exemple leur terrain ou qui
1395 ont trop de terrain minéralisé, donc, qui contribue aux îlots de chaleur, alors, d'y aller bonus malus pour qu'en combinaison, ce soit à coût nul.

1400 Mais c'est simplement des idées, ça devrait être étudié. Que ce soit une parcelle de terrain ou bien quelqu'un qui donnerait accès à son toit, ce serait la même chose pour du jardinage en bac par exemple. Aussi que l'arrondissement ou la Ville pourrait promouvoir les bénéfices de l'aménagement de toits sécuritaires pour le jardinage urbain, que ce soit un toit simplement accessible, sécurisé où on pourrait faire du jardinage en bac ou bien un toit vert avec la surface étanche sous forme extensive ou intensive dépendant des possibilités.

1405 Assouplir certains règlements des fois... par exemple, dans les parcs, c'est géré par les cols bleus, mais il y a souvent des résidents qui demandent : Est-ce qu'on pourrait avoir une petite plate-bande? Parce qu'on voit des fois qu'il y a des coupures de budget qui font que l'entretien doit être coupé dans les parcs. Donc, il n'y aura pas de plate-bande de fleurs, mais il y a des résidents qui seraient prêts à peut-être aller entretenir une plate-bande de fleurs, puis si on
1410 est en agriculture urbaine, ça pourrait être fines herbes et fleurs, pas nécessairement un jardin avec des tomates en plein parc, mais ça peut être très esthétique un jardin d'herbes et de fleurs. Donc, de donner accès aux résidents et de le publiciser. Je suis sûr qu'il y en aurait qui irait faire ça. Ils attendent juste ça parce qu'en ville, le terrain manque beaucoup.

1415 On a vu que ça se faisait aussi ailleurs. Il y a des gens qui font de l'agriculture urbaine dans leur propre cour d'unifamiliale ou autre et qui peuvent dans certaines villes vendre leur production. Donc, ça, ce serait quelque chose qui serait très intéressant. Quelqu'un qui aurait beaucoup de fraises qui désireraient les vendre pour se faire un petit revenu, mais sans avoir à faire application pour un permis, mais ça mettrait de la vie dans les rues.

1420 Ce serait une forme d'assouplissement un peu comme la vente de produits alimentaires sur la voie publique. Il y a des projets qui s'étudient. Ça se fait dans d'autres villes, ça met de la vie. Donc, considérez ça.

1425 Au niveau de l'apiculture urbaine, c'est un concept intéressant, mais disons, nous, on trouve au sein de notre organisme qu'il faut vraiment étudier le potentiel réel et les défis au niveau de la sécurité, de la responsabilité et de la gestion de tout ça parce que c'est vrai que ça aiderait la pollinisation dans toutes sortes de jardins, mais il faut penser, s'il y a une personne allergique qui se fait piquer par cette abeille-là qui est sur un terrain de X propriétaires, qui est responsable de ça? Donc, ça pourrait compliquer vraiment les choses. Et même si c'est sur le toit, s'il y a un réparateur de l'antenne cellulaire sur le toit qui arrive, puis qui ne sait pas qu'il y a des ruches... Donc, il faut vraiment penser avant de permettre ça. C'est plus facile de le faire ailleurs, mais des fois c'est en contexte plutôt périurbain que vraiment en pleine ville.

1435 Au niveau de l'arboriculture, on croit qu'il y a vraiment un potentiel. Il y a beaucoup de gens qui aimeraient ça avoir des arbres fruitiers en ville. Ça s'est même déjà fait. Avant, les congrégations religieuses avaient leur verger, tout ça. Donc, je pense qu'il y aurait un potentiel pour peut-être des projets pilotes de vergers urbains sur des terrains d'institutions religieuses ou hospitalières. Ils ne sont pas obligés d'être aussi grands que c'était à l'époque, mais je pense qu'il y aurait vraiment un potentiel de sensibilisation de production réelle pour, c'est ça, pour éduquer les enfants qui ne peuvent peut-être pas sortir de la ville pour aller aux pommes, aux fraises chaque année.

1445 Aussi, il y a des idées qui sont proposées de planter certains arbres fruitiers sur la rue ou sur le trottoir en bac et je pense que c'est une idée qui a vraiment beaucoup de potentiel, mais

1450 aussi, il faudrait faire un projet-pilote pour voir est-ce que les gens consommeraient vraiment ces fruits-là. Est-ce que ça créerait plutôt de la malpropreté parce que les fruits ne seraient pas cueillis, tomberaient par terre? Mais c'est vraiment des idées qui seraient intéressantes à tester à petite échelle pour voir vraiment le potentiel parce que le potentiel théorique est très intéressant, mais il faudrait voir sur le terrain.

1455 Au niveau de l'aviculture urbaine, beaucoup de gens pensent à élever leurs poules, que ce soit pour éduquer les enfants, etc., mais il faudrait vraiment observer l'expérience dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie pour voir comment ça se passe. Nous par exemple à Côte-des-Neiges, on voit qu'il y a beaucoup de gens qui seraient intéressés, mais avec les problèmes de densité et aussi d'insalubrité qui sont déjà présents, il ne faudrait pas rajouter des animaux domestiques dans ça.

1460 Donc, il faudrait vraiment penser à avoir une réglementation qui baliserait ça. Même si c'était pour des raisons de sensibilisation, il peut y avoir un CPE, oui, qui pourrait vouloir ses petites poules, mais il y aurait des gens qui habiteraient à d'autres étages peut-être de l'immeuble, donc, il faudrait vraiment penser à ces impacts-là.

1465 Au niveau de l'agriculture urbaine en général, on croit que l'idée d'une foire des semences qui a déjà lieu, c'est très intéressant, mais ce n'est vraiment pas accessible à tout le monde parce que c'est centralisé au Jardin Botanique. Donc, l'idée pas nécessairement que la Ville organise ça, mais qu'elle facilite l'organisation de plusieurs petites foires, soit en rendant disponible des locaux, ça permettrait vraiment de donner accès à des semences de qualité aux jardiniers.

1470 Il ne faudrait pas qu'il y en ait dans chaque arrondissement parce qu'il faut toujours qu'il y ait des gens pour vendre leurs semences, donc, il y a peut-être 20, 25 compagnies, mais peut-être d'en avoir trois, quatre, ça permettrait aux gens de se rendre plus facilement. Aussi que l'événement soit plus agréable parce qu'en ce moment, c'est une fin de semaine et il y a tellement de monde que c'est difficile d'assister aux ateliers, puis de réussir à vraiment magasiner ses semences.

1475

1480 Aussi de la même façon, il pourrait avoir des ventes de plants parce qu'en ce moment, bon, c'est disponible dans les marchés, mais ce n'est pas tout le monde qui peut prendre l'autobus pour aller s'acheter des beaux plants de tomates. Ce n'est pas tout le monde qui est capable de faire ses propres plants dans sa maison; il faut une installation d'éclairage ou bien une fenêtre bien exposée.

1485 Alors, peut-être d'autoriser un petit marché de semis et de plants disons à la fin du printemps pour les résidents et peut-être d'appuyer les gens qui organiseraient ça par une publicité, ça pourrait vraiment aider les gens qui font de l'agriculture urbaine.

1490 Et il y a le concept de *land share* qui pourrait être appliqué à Montréal aussi. C'est le fait de jumeler des propriétaires qui ont du terrain, mais qui ne peuvent pas jardiner avec des gens qui se cherchent un terrain. Ça se fait en Angleterre déjà, mais nous on a essayé de proposer l'idée, mais il faut vraiment que ce soit bien publiciser. Ce n'est pas une petite annonce dans le journal qui va permettre ça, mais si la Ville disait : « C'est un concept qu'on soutient, on a un petit portail peut-être qui fait partie du site de la Ville », ça pourrait vraiment intéressant. Les gens s'inscrivent et après ça, on peut valoriser certains terrains qui restent à l'abandon ou bien simplement gazonnés et entretenus à grands frais alors que ça pourrait servir pour l'agriculture urbaine.

1500 Bon, j'ai déjà parlé du bois raméal urbain qui serait vraiment utile pour soutenir la productivité, mais il faut penser aux problématiques de pollution, et d'ailleurs pour couper, pour ne pas perdre cet élément-là, je parlerais de la pollution parce qu'il y a beaucoup de gens qui nous posent la question : Est-ce qu'on pourrait faire tester le sol parce que je me pose des questions sur la pollution? Mais déjà ça coûte cher, mais il y a aussi le problème des implications légales.

1505 Si on veut par exemple aller installer un jardin, on fait faire un test de sol. On découvre des contaminants, ça peut peut-être faire baisser la valeur de la propriété. Donc, il faudrait... le questionnement est là, mais on ne peut pas répondre parce qu'on dirait qu'on aime mieux ne pas savoir. On l'a fait pour les jardins communautaires parce que c'est des espaces établis depuis

1510 longtemps, mais on aimerait être capable de se poser la question, est-ce que le sol est de qualité, sans que ça ne nuise à personne. Donc, il y a beaucoup de jardiniers qui se posent la question et ce serait une question à étudier, mais qui était au-delà des compétences de notre organisme.

1515 Et pour finir peut-être, disons que si jamais de ces consultations naît une politique, que la politique reste générale et que des plans d'action puissent être vraiment définis à l'échelle locale parce que les contextes diffèrent beaucoup. Même en contexte urbain, le Plateau est très différent de Côte-des-Neige, très différent. Donc, si c'est trop vraiment fixé à un haut niveau, il ne va pas rester grande marge de manœuvre. Il faut vraiment respecter la marge de manœuvre des acteurs sur le terrain.

1520 Alors nous on est un acteur. Il y a aussi les écoles par exemple et tout simplement les jardiniers individuels. Donc, garder une flexibilité s'il est pour avoir une politique pour permettre, disons, tous les moyens possibles pour développer l'agriculture urbaine à Montréal. Alors, je vais terminer ici pour ne pas prendre trop de temps.

1525 **M. JEAN BURTON, président:**

À peu près systématiquement tous les gens qui nous ont parlé du jardin communautaire nous ont souligné le fait qu'il fallait absolument avoir un animateur horticole; ça avait l'air à être un incontournable. Vous n'en parlez pas est-ce que...?

1530 **M. CHARLES MERCIER:**

C'est vrai. Je croyais que ça venait avec, parce qu'il faut toujours une forme de soutien.

1535 **M. JEAN BURTON, président:**

C'est parce qu'ils sont coupés régulièrement. Les gens qui nous en ont parlé nous ont presque tous fait état du fait qu'il n'y en avait plus.

M. CHARLES MERCIER:

1540

C'est vrai. Nous, on peut dire dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, on a essayé... ben, c'est l'arrondissement qui a eu l'idée de nous confier le travail.

M. JEAN BURTON, président:

1545

Ah, o.k.

M. CHARLES MERCIER:

1550

Donc, c'est confié à un organisme communautaire local qui est déjà actif. Par exemple, nous, on gère l'éco-quartier, on gère le jardinage collectif. Donc, on peut dire que c'est un peu logique peut-être de penser à nous.

1555

Donc ça, c'est une option, mais il ne faudrait pas tout simplement enlever l'animateur horticole et laisser les gens par eux-mêmes parce qu'à la fois au niveau fonctionnement démocratique des jardins et aussi au niveau horticole, il faut un soutien.

M. JEAN BURTON, président:

1560

O.K.

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

1565

Juste revenir sur une chose. Vous avez parlé de trois éléments importants : revoir les mécanismes de gestion des jardins, soutien, donc on parle de bois d'élagage, tout ça, et aussi de compétence. Avez-vous, étant donné que vous êtes organisé, avez-vous consulté ou parlé par exemple aux organisateurs communautaires dans votre quartier qui peuvent aider à la gestion de vos ressources, à aller solliciter les experts à gauche, à droite? Ou si vous avez parlé aux responsables, aux urbanistes ou aux agents de développement social dans vos quartiers?

1570 Est-ce qu'il y a eu ce travail-là qui a été fait, cette concertation-là? Et qu'est-ce que ça a donné? Aussi par rapport au Jardin Botanique qui a une grande expérience, expertise dans ce domaine-là et qui peut aider à transmettre certaines de leurs expertises.

M. CHARLES MERCIER:

1575 Au niveau de la concertation, le fait que justement notre organisme se retrouve à jouer le rôle d'animateur horticole, c'est le fruit d'une concertation. Donc, on est déjà très concerté avec la Ville. Ça s'est fait en discussion avec le développement social. Donc, de ce côté-là, ça existe, mais pour disons les contacts avec le Jardin Botanique, c'est une installation-ville mais disons
1580 d'un autre arrondissement qui est gérée au niveau du central et c'est un peu... ça fonctionne indépendamment. La gestion se fait beaucoup en arrondissement, donc, avec les partenaires locaux.

1585 Par exemple, nous, on a 14 jardins. Donc, on ne peut pas gérer 14 jardins seul. Donc, on a souvent des partenaires qui nous aident à recruter les jardiniers et nous, on va s'occuper de soutenir au niveau, bon, livraison de terre, conseils et animation des groupes. Donc, ces partenariats existent déjà, mais c'est à l'échelle des arrondissements et ce n'est pas mauvais que ça reste à l'échelle des arrondissements parce que les contextes sont très différents.

1590 Ça n'aurait pas de sens qu'un groupe par exemple s'occupe des jardins collectifs de la moitié ouest de Montréal parce que c'est des jardins un peu plus compliqués à gérer parce qu'ils sont petits, mais il faut quand même s'en occuper alors qu'un jardin communautaire peut être plus grand, donc, ça fait quand même moins d'entités séparées à gérer. Tandis que le jardinage collectif peut avoir 15 personnes dans un jardin collectif.

1595 Mais pour ce que vous mentionnez, je ne peux pas dire que ça s'est encore fait. Donc, il faudrait peut-être justement si on pense à l'avenir de l'agriculture urbaine, en faire plus, mais des fois, on est tellement sur le terrain qu'on n'a pas le temps de faire autant de concertation qu'on voudrait. Donc, on fait celle qui est nécessaire pour mener les projets, mais il pourrait y en avoir
1600 plus, c'est sûr. Il y en a eu pour justement le travail d'animateur horticole qu'on fait, mais il

pourrait y en avoir plus pour faciliter disons les choses au lieu de demander plus d'argent par exemple.

M. JEAN BURTON, président:

1605

Merci. Votre présentation, votre mémoire est très dense. Malheureusement, on n'a pas beaucoup de temps, mais je pense que vous avez apporté des idées fort intéressantes qu'on apprécie.

1610

M. CHARLES MERCIER:

Merci de votre attention, bonne journée.

M. JEAN BURTON, président:

1615

Merci. Madame Baldo. Bonjour!

Mme TEPRINE BALDO:

1620

Bonjour! Je m'appelle Teprine Baldo et j'ai fait un mémoire individuel. Premièrement, je voulais dire que je suis tellement fière d'être ici, des présentations de tout le monde et du travail que tout le monde a fait, qu'ils ont accompli. Et vous aussi. Je pense que je suis la dernière?

M. JEAN BURTON, président:

1625

Non, on a encore une session ce soir, ne vous inquiétez pas.

Mme TEPRINE BALDO:

1630

Ce soir. O.K. Mon mémoire est une coproduction avec April Stewart qui malheureusement ne peut pas être avec nous aujourd'hui et qui est aussi en anglais, mais je vais

tenter de le présenter en français aujourd'hui pour assurer une meilleure compréhension pour tout le monde présent.

1635 La sécurité alimentaire, le désert alimentaire, la dimension psychosociale de l'agriculture urbaine et l'accès restreint de nourriture santé à cause de leurs prix trop élevés sont des points dont je parle dans le mémoire. Comme le mémoire du Club populaire des consommateurs de Pointe-St-Charles a adressé ces sujets profonds, j'appuie leur travail ainsi que celui déposé par le Comité de sécurité alimentaire de la Table d'action Concertation Action-Gardien. Je préfère
1640 de plus adresser les sujets suivants : Le développement durable et les règlements de la Ville de Montréal, les terres privées de Pointe-St-Charles et leur décontamination, l'éducation relatif à l'environnement et à l'agriculture urbaine, l'éventuelle école alternative à Pointe-St-Charles et des recommandations.

1645 L'éducation relative à l'environnement et à l'agriculture urbaine est présentement un sujet chaud dans les écoles ici à Montréal. Ceci est dû au fait que les organisations communautaires et les départements dans les commissions scolaires soutiennent les professeurs qui prennent un intérêt dans le sujet.

1650 J'aimerais proposer que l'éducation relative à l'environnement et l'agriculture urbaine soit systématiquement intégrée dans la pédagogie traditionnelle des écoles du Québec. Pour cela, nous avons besoin de soutien financier pour créer des curriculum qui sont localisés et qui prennent en considération les sujets magistraux dans leur développement pour que les éducateurs puissent intégrer les sujets sans faille.

1655 Ici, j'ai une liste de sujets qu'on pourrait avoir comme curriculum comme la qualité de l'environnement, la réduction des gaz à effet de serre, automobile, production de viande, la consommation et régénération de la faune et de la flore urbaine, la réduction des îlots de chaleur, la santé publique de façon globale, le développement durable, l'agriculture urbaine,
1660 périurbaine et rurale.

1665 Je veux parler d'un projet *Agriculture in the classroom* dont j'ai parlé dans ma thèse, des cours d'agro-industrie, l'élevage d'animaux en ville, des maisons à masse thermique comme des *earthships*, sensibilisation et ces enjeux, social, personnel, santé, politique et des sujets importants qui sont relatifs à l'agriculture urbaine comme le jardinage, compostage, fabrication de bac, germination, cuisine collective, reproduction des plantes, polinisateurs et plantes médicinales.

1670 April Stewart a présenté dans la thèse le projet d'*Agriculture in the classroom*. Présentement toutes les activités dans les écoles québécoises qui utilisent *Agriculture in the classroom* utilisent des outils pédagogiques de l'Ontario en anglais. Alors, ils sont présentement juste dans les écoles anglophones. Nous voulons introduire les activités dans les écoles francophones et on aimerait être soutenu pour traduire ces documents.

1675 Aussi soutenir financièrement les projets qui sont menés par les groupes communautaires comme plus les populaires auprès des consommateurs qui sont dans les écoles qui sont présentement en train de le faire de leur propre volonté.

1680 Pour moi, il n'y a pas assez de textes francophones ici au Québec. Beaucoup des textes que moi je connais sont des textes anglophones comme le *(inaudible)Guide* qui est un guide environnemental et aussi, *l'Environmental Education Guide Book* qui sont des guides complets pour des professeurs pour les aider. La Commission scolaire de Montréal a un département de l'environnement qui soutient des activités et qui sont en train de créer un document pour les gens qui travaillent en éducation relative à l'environnement, mais à part eux, il n'y a pas grand documentation complète qui reflète notre culture ici au Québec, nos besoins et nos façons de faire l'agriculture urbaine.

1690 Et ça, ça m'amène au projet qu'on est en train de fonder à Pointe-St-Charles qui est une école qui est axée sur la nature et l'agriculture urbaine. C'est une école qui est inspirée par le livre *Lost child in the wood*, puis après le livre de François Cardinal qui s'appelle *Perdu sans la nature*. Et on a décidé à ce moment ensemble que c'était important d'avoir une école qui a comme focus l'agriculture urbaine et la nature, une école qui aurait une heure et demie de cours

magistraux et le restant du temps, ce serait dehors, en train de bouger, en train de faire de l'agriculture urbaine.

1695

Nous, on aimerait que la Ville soutienne l'ouverture de cette école alternative avec des matériaux, avec des partenariats entre les commissions scolaires anglophone et francophone parce qu'on a une école anglophone à Pointe-St-Charles et on aimerait faire des projets ensemble. Moi qui travaille présentement dans une école anglophone, je trouve qu'il n'y a aucun lien avec les écoles francophones et ça, ça n'aide pas vraiment aux deux groupes culturels linguistiques pour développer leur capacité et leurs échanges culturels.

1700

Je pense que l'agriculture urbaine serait une bonne manière de le faire. Soit on fait les cours en anglais, on fait les cours en français, mais on fait une activité commune qui utilise cette opportunité pour enseigner les mathématiques, mais de vraiment avoir un changement systématique au ministère de l'Éducation, Loisir et Sport pour que ça soit considéré comme un cours nécessaire.

1705

Juste pour un peu soutenir mes points, j'ai regardé les plans stratégiques des deux commissions scolaires. Toutes les deux, elles ont comme plan stratégique de faire des liens avec les organismes en dehors des écoles qui font partie de leur communauté et chaque communauté a une commission francophone et une commission anglophone. Alors, même si ce n'est pas quelque chose qui arrive, c'est dans leur plan stratégique. Alors, l'étape est déjà faite pour avouer qu'ils veulent le faire. C'est juste de peut-être faire le lien et avoir un peu peut-être une consultation entre les commissions scolaires pour améliorer ce lien.

1710

1715

Alors, le plan stratégique du CSDM, je l'ai mis. Ce n'est pas nécessaire de le lire, mais juste pour que vous voyez qu'il y a déjà des... c'est déjà dans le plan. C'est ça.

1720

Nous, dans mon quartier, on a trois projets. On a le Bâtiment 7 qui est un projet communautaire qui a comme but d'avoir accès à un bâtiment sur les terrains du CN. Un des projets est un projet de serre. Pour moi, je pense que c'est très important d'avoir le soutien de la Ville pour avoir des dialogues avec le CN. Pointe-st-Charles est entouré du CN. On est un petit

1725 petit quartier quand même, et le CN, tous les terrains qui sont vides et non utilisés appartiennent au CN.

Alors, on aimerait voir plus de soutien de la Ville pour nos dialogues parce que ça fait quand même sept, huit ans que le Bâtiment 7, ils sont en train de travailler pour que le Bâtiment 7 soit une réalité et c'est lent, c'est juste un petit peu lent.

1730 Les jardins communautaires... j'ai horreur de parler en public.

M. JEAN BURTON, président:

1735 Ça va très bien.

Mme TEPRINE BALDO:

1740 Je vais aller tout de suite aux recommandations. Alors, ce que je recommande, c'est aussi des recommandations qui viennent des mémoires les plus populaires des consommateurs. La valorisation des terrains vagues, bande de terre, voie ferrée, bordure de piste cyclable, pour le rapport en plantes médicinales et comestibles méconnues du grand public.

1745 Le financement de ces initiatives de façon adéquate et récurrente. L'adoption de résolutions nécessaires à la modification des règlements municipaux et du zonage pour éliminer les contraintes liées au développement de l'élevage animal, apiculture, la pisciculture et la construction de serres.

1750 Soutenir le développement de pédagogies qui sont axées sur l'agriculture urbaine, la nature et les enjeux sociaux. Soutenir des commerces et compagnies qui sont liés aux initiatives mentionnées dans cette présentation pour avoir accès à des fonds de démarrage comme le MARMOT qui vient de subventionner l'Éco-territoire 21.

1755 Développement d'un vocabulaire commun pour améliorer l'implémentation de la nouvelle politique de l'agriculture urbaine. Centraliser tous les documents sur un portail de la ville ou peut-être un site web qui est lié à la ville. Traduire des documents sur l'agriculture et l'environnement pour des écoles.

1760 Que les nouvelles constructions soient conçues en fonction d'accueillir des toits verts et aussi des maisons... comme changer les lois pour avoir des maisons à masse thermique. Les maisons à masse thermique, je ne sais pas si ç'a été encore présenté, mais à Chertsey, c'est une des seules places au Québec et à Saint-Jean-de-Matha où est-ce qu'on a le droit de construire des maisons... C'est des pneus qui sont remplis de terre, et ça, ça devient la masse thermique de la maison et les maisons recyclent les eaux et la nourriture pousse dans la maison.

1765 Alors, peut-être juste une révision des lois architecturales de la ville et comment on peut peut-être dans les nouvelles constructions dans la ville de voir comment est-ce qu'on peut intégrer des aspects de ça.

1770 Pour la décontamination, la création d'un registre de sol contaminé public et privé et que ce registre soit accessible au public. Décontamination des sites offrant un potentiel de développement au projet d'agriculture urbaine et aussi une ouverture de la part de la Ville pour utiliser d'une manière biologique pour la décontamination les champignons, les courges et avoir un processus de... *to get rid of them, to dispose of them.*

1775 Et soutenir des dialogues et des espaces virtuels entre les communautés d'agriculture urbaine, périurbaine et rurale pour améliorer l'échange de connaissances et avoir un espace pour que les citoyens puissent accéder à ces informations. Et pour moi, c'est d'impliquer les communautés autochtones, métis, inuit, de Montréal d'une manière compréhensive dans le développement des projets de la Ville par rapport au développement de projets d'agriculture urbaine, surtout que ces terrains avant leur appartenaient.

1780

M. JEAN BURTON, président:

Merci beaucoup, Madame. Une question? Monsieur El-Hage, une question?

1785 **M. HABIB EL-HAGE, commissaire:**

Oui, j'ai une question en lien avec la pédagogie. Si je comprends bien, vous désirez que l'aspect pédagogique soit plus intégré dans les écoles, cégeps. Madame De Courcy nous a parlé qu'elle aimerait développer un cours, c'est à la CSDM, un cours d'économie familiale. Le Cégep Saint-Laurent développe avec un organisme communautaire un projet-pilote sur son territoire et ainsi de suite. Vous parlez d'une école alternative qui émane de votre projet, de votre... Qui serait porteur de cette école-là, école alternative?

1790 **Mme TEPRINE BALDO:**

1795

CSDM. Notre école alternative qui, on espère, ouvrira en septembre 2013. Ce serait une école primaire, publique, de la CSDM qui serait vraiment une école agriculture urbaine.

1800 **M. HABIB EL-HAGE, commissaire:**

1800

Vous avez commencé des démarches avec la CSDM?

Mme TEPRINE BALDO:

1805 Oui, on est en train de parler avec la CSDM. Ils nous ont donné une conseillère pédagogique et on est en train de vraiment étudier où est-ce que cette école pourrait être parce qu'on veut que ça reste dans la communauté de Pointe-Saint-Charles. Je sais que les commissions scolaires sont très ouvertes parce que quand tu vas dans toutes les écoles, il y a toujours des projets, il y a toujours un prof qui fait... ils font des sorties, mais ce n'est pas quelque chose qui est intégrée et qui peut se faire disons sans le travail d'un professeur aux
1810 cours magistraux et c'est pourquoi ce n'est pas intégré parce que... ou ce n'est pas facilement justifiable parce que ça prend le temps de profs qui sont déjà surchargés.

1815 Alors, s'il y a un développement plus au niveau ministériel qui est un peu plus mis dans les écoles, *une implémentation* dans les écoles, ce serait plus facile de justifier de le mettre dans

les cours et ce serait quelque chose qui non seulement enseignerait aux enfants les maths ou d'autres choses, mais qui leur enseignerait un outil qui peut éventuellement amener à un emploi et il y a beaucoup beaucoup d'emplois dans l'agro-industrie. C'était un de mes points. Il y a beaucoup beaucoup de gens qui sont employés, embauchés dans ce domaine.

1820

Alors, leur donner aussi une idée de comment... une petite partie de ce travail et aussi de tous les autres enjeux comme la sécurité alimentaire et toutes les autres choses qui aident une population.

1825

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

Jusqu'à maintenant vous êtes à l'étape de l'étude du projet de l'école...

Mme TEPRINE BALDO:

1830

Non, nous on a soumis...

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

1835

Vous êtes plus avancée?

Mme TEPRINE BALDO:

... et à *ecolealternativepsc.com*, on a vraiment notre texte fondateur, on a...

1840

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

Est-ce qu'on peut avoir un exemple du texte fondateur de l'école?

1845

M. JEAN BURTON, président:

On ira sur le site *ecolealternativepsc.com*.

Mme TEPRINE BALDO:

1850

Oui, *ecolealternativepsc.com* et vraiment là-dedans, il y a tout sur la nature, l'agriculture urbaine et la nécessité par le livre de Richard Louv de jouer dehors et de changer les règlements qu'un enfant n'a pas le droit de grimper un arbre. C'est ridicule à mon avis. De vraiment avoir une ouverture d'esprit que les enfants, ils vont apprendre en tombant aussi, pas juste en étant assis. C'est ça. Alors, je ne sais pas s'il y a d'autres questions?

1855

M. JEAN BURTON, président:

Merci beaucoup, Madame. Merci. Monsieur Marcoux, j'espère? Oui, voilà. On a eu tout notre monde à temps, c'est magnifique.

1860

M. FABRICE MARCOUX:

Bonjour!

1865

M. JEAN BURTON, président:

Bonjour!

M. FABRICE MARCOUX:

1870

Je n'ai pas de PowerPoint.

M. JEAN BURTON, président:

Ce n'est pas grave.

1875

M. FABRICE MARCOUX:

Je vais vous lire des extraits de mon mémoire pour le Comité Enviro-Pointe.

1880

M. JEAN BURTON, président:

Donc, comme vous n'étiez pas là au début, on a à peu près 20 minutes. Si vous pouvez dans 10 minutes plus ou moins résumer votre position de façon à ce qu'on puisse échanger par la suite, ce serait certainement apprécié.

1885

M. FABRICE MARCOUX:

Je vais quand même présenter le Comité Enviro-Pointe.

1890

M. JEAN BURTON, président:

Bien sûr.

1895

M. FABRICE MARCOUX:

Et les membres qui approuvent que je présente ce mémoire aujourd'hui. Le Comité Enviro-Pointe de Pointe-Saint-Charles qui existe depuis 2008, on est six en ce moment, moi, Fabrice Marcoux, résident de Pointe-Saint-Charles, Nathacha Alexandroff, Marie-Chantal Vincent, Maureen Blanc, qui travaille aussi à l'éco-quartier, Shaen Johnston et un nouveau, David Aubert, stagiaire à l'éco-quartier.

1900

1905 Donc, j'ai intitulé le mémoire *Pousser plus loin la vision de la transition* dans le sens où nous espérons que l'éducation, comme vient de le démontrer madame Baldo, je crois, est très importante pour que les bénéfiques de l'agriculture urbaine soient optimisés. Parce que c'est en en faisant une culture également qu'on réussit, comme disait Action-Gardien aussi dans leur mémoire, s'ils l'ont déjà présenté, à faire un tissu social plus fort et à autonomiser les communautés par rapport à des situations de dépendance déplorable à plusieurs niveaux.

1910 Donc, notre comité fut fondé par un noyau dur de citoyens déterminés à faire ressortir l'importance de la relation entre santé et environnement dans nos vies avec l'appui d'organismes communautaire en particulier et de l'éco-quartier.

1915 Pour ce faire, il agit à trois niveaux, soit en sensibilisant, en encourageant la mobilisation et en appuyant les actions politiques qui vont dans le sens d'une amélioration de la qualité de vie de l'ensemble des citoyens de Pointe-Saint-Charles dans une perspective de développement durable, mais à condition que cela ne soit pas instrumentalisé. Quand on parle maintenant de l'économie verte, des fois c'est une manière de justifier la croissance plutôt que de la revoir en profondeur.

1920 Donc, on se veut des agents de sensibilisation sur les liens entre santé et environnement et on espère que cette approche de communication avec les citoyens va leur donner le goût de s'impliquer davantage en leur donnant l'occasion, parce qu'ils sont préoccupés par leur santé ou leurs possibilités de se nourrir de justement voir le rapport avec l'enjeu global de l'environnement et d'apprendre davantage aussi parce que cette curiosité qu'ils développent en participant à des ateliers, des kiosques, leur donne le goût de devenir des agents de sensibilisation à leur tour pour que les personnes qui sont dans leur entourage participent à une nouvelle dynamique sociale et communautaire. Donc, on appelle ça la démocratie apprenante.

1930 On est actif depuis quatre ans sur des thématiques variées chaque année, une fois l'air pur, une fois l'eau, une fois un quartier vert et cette année, c'est sur la récupération des eaux grises, mais le fait est que c'est là que je vois le lien entre une thématique après cinq ans, on comprend que tout ça, c'est pour améliorer notre qualité de vie, donc, d'avoir un milieu sain dans

1935

lequel on peut évoluer collectivement et puis donner aussi le goût à d'autres quartiers d'avoir des initiatives pour mobiliser leur population pour ne pas que ça dépende uniquement des réglementations. Mais il faut évidemment une corrélation entre les deux, c'est-à-dire que les instances municipales, provinciales et fédérales changent en même temps que la culture communautaire évolue.

1940

Donc, c'est un peu dans ce sens-là que je mets de l'avant l'idée que paradoxalement pour être heureux, il faut savoir s'affranchir de la plupart des dépendances superflues surtout quand elles menacent la pérennité de ces ressources vitales qui font notre existence en tant qu'être humain, c'est-à-dire l'air, l'eau, la terre, les semences, la biologie, l'écologie.

1945

Puisque nous participons à un écosystème plus large dont les règles ne sont pas modifiables à loisir, donc, il faut accepter ces contraintes-là qui sont celles de la nature. Par contre, les règles des fois administratives peuvent être superflues aussi comme contraintes et c'est là qu'il va falloir intervenir pour explorer les nouvelles avenues.

1950

Donc, ce travail-là suppose qu'on prenne le temps de reculer un petit peu pour prendre une perspective plus large sur la situation. On sait par rapport à l'état des lieux - je suis à la page 4 - que l'être humain doit recréer le lien qui l'unit à la nature car il est si éloigné de ses racines qu'il ne se rend plus compte de la relation entre ce qu'il mange et la vie qui a rendu possible cette substance dont il se nourrit.

1955

Mais ce faisant par cette déconnexion, il perd toute capacité à survivre dans la nature alors qu'on sait que la nature est ce qui demeure et les villes, les territoires bâtis ne sont que transitoires. Alors, ce serait à l'architecture, à l'urbanisme de s'adapter plutôt que le contraire.

1960

Mais les villes sont tellement denses en population qu'on ne peut pas nier le fait qu'elles ont un rôle d'exemple à jouer en définissant des plans avant-gardistes de développement, pas en restant engoncés dans les vieilles habitudes du passé.

1965 Donc, pour être visionnaire, il faudrait arriver à se mettre dans une perspective où on pourrait penser comment les structures qui nous abritent peuvent aussi devenir le support de dispositifs qui permettent la régénération d'une certaine forme d'agriculture inédite dans un certain sens, l'agriculture urbaine, mais qui aurait la même fonction que l'agriculture pratiquée par nos ancêtres, soit nous fournir les ingrédients nécessaires à notre survie.

1970 Et là, j'ajouterais qu'en plus, ce serait une manière de recréer la démocratie par les relations que ça crée entre les êtres humains et au-delà des frontières de notre environnement bâti.

1975 Il y a toute une problématique pour partager ces territoires, ces espaces, mais donc pour la transition, il faut agir maintenant, mais en même temps prendre le temps de bien la penser. C'est aussi l'équilibre entre agir immédiatement, encourager les initiatives qui ont eu en ce moment et prévoir dans longtemps comment on pourrait aller encore plus loin que juste encourager les bacs qu'on met face aux maisons par une vision intégrée de cette présence de l'agriculture urbaine au quotidien pour que ça subvienne à nos besoins et que ce soit partagé, mais aussi en respectant l'investissement que chacun y met tout en ayant à cœur de partager
1980 dès le départ, que ce soit au cœur du projet, y compris avec d'autres villes, y compris avec d'autres pays, donc, d'autres situations qu'on doit apprendre à connaître pour que le développement soit exportable puis qu'on ait l'ouverture d'esprit d'accepter que d'autres sont plus en avance que nous, puis pour aller plus vite, importer les solutions qui ont déjà fait leur preuve.

1985 Donc, pourquoi l'agriculture urbaine a-t-elle... bien là, je citais Samian dans une chanson récente : « Mais un jour vous comprendrez que l'argent ne se mange pas. » C'est en tant qu'autochtone qu'il nous dit ça et c'est clair que le message est sans équivoque. Pourquoi l'agriculture urbaine a-t-elle sa place à Montréal? Ici, j'y allais dans une autre perspective un peu
1990 que celle qui a été présentée jusqu'à présent peut-être pour vous rappeler que l'idée, c'est que c'est de notre identité aussi qu'il s'agit. À Montréal, on est une métropole ouverte sur le monde, cosmopolitique. On a des belles réputations partout pour différentes dimensions de notre créativité, mais pourquoi on est encore à la remorque sur tant d'aspects au niveau énergie verte,

1995

environnement, notre système de transport en commun et il faudrait remettre un peu notre sens de l'honneur sur les rails si j'ose dire et foncer vers un avenir plus vert et donner l'exemple à ce niveau un peu.

2000

Pour que ça se fasse, ça prend une politique municipale appuyée par les autres paliers, mais il faut aussi avoir l'humilité de prendre en considération les initiatives des gens, des individus à la base et, comme je le disais, celles des autres villes, autres régions du monde.

2005

On ne manque pas de moyens, mais nous manquons d'imagination, semble-t-il, pour voir qu'un autre monde plus à même de nous satisfaire globalement sans détruire l'environnement serait possible si seulement on voulait se donner la peine de prendre part à la transition pas à pas dès maintenant.

2010

Les réponses sont donc d'ordre humaniste autant que humanitaire. À la réponse : Pourquoi l'agriculture urbaine a-t-elle sa place à Montréal? On répondra donc par les arguments suivants : parce qu'à Montréal aussi, il y a une partie non négligeable de la population qui ne mange pas à sa faim, parce que l'agriculture urbaine, si elle était pratiquée avec enthousiasme et entraîné par les Montréalais réenergiserait le Québec au complet en nous donnant la possibilité d'envisager l'avenir sous un jour plus rayonnant.

2015

On permettrait aux agriculteurs en région en les dispensant de fournir les denrées de base à chaque fois de penser les pratiques alternatives pour apporter quelque chose de propre au terroir qui est le leur et en prenant soin des particularités de leur sol au lieu de n'avoir pour seul souci que de fournir les légumes et les fruits uniformes.

2020

Bref, les paysans pourraient redevenir les créateurs dans le pays avec chacun son savoir faire typique, mais ouvert sur l'intégration des autres secteurs de l'activité économique comme la communication des connaissances culturelles pour l'agrotourisme par exemple.

Voilà un patrimoine à développer qu'il vaudrait la peine de valoriser et Montréal y contribuerait en se rendant moins dépendante des champs des régions du Bas Saint-Laurent, à

2025 l'Estrie en passant par l'Outaouais et la Beauce. Donc, on aiguillonnerait tout le Québec à se
repenser en prônant un retour à la terre d'abord dans les imaginaires pour ensuite se rendre
compte que rien ne sera plus comme avant, mais que nous avons de belles années devant nous
à nous refaire une santé en prenant soin de notre environnement, c'est-à-dire en le traitant aux
petits oignons comme le veut l'expression. Pardon pour cette figure de style.

2030
2035 Donc, des aires communes doivent être créées pour que l'agriculture soit réalisable et
déjà cela force les gens à réapprendre à se parler et à discuter, à débattre, à négocier au besoin
de leur utilisation, de leur distribution, de la rotation dans leur utilisation, et tout ça. Alors, toutes
ces qualités qu'on acquiert en dialoguant font de nous de meilleures personnes pour tous les
domaines d'activités humaines.

2040 Donc, ça irait aussi dans le sens de l'intégrer dans un cursus scolaire même au primaire
et on développe le sens des responsabilités en ayant à prendre soin de plantes qui vont nous
aider à devenir autonomes. C'est des valeurs qui peuvent être transposées dans d'autres
domaines également puisqu'il faut se coordonner.

2045 Si on dégageait un surplus, c'est une question que je posais par rapport à... on est
toujours dans le point concernant pourquoi l'agriculture urbaine a-t-elle sa place à Montréal, je
voudrais juste en profiter si je peux me permettre de le mentionner, j'ai oublié la question des
emplois qui a été mentionnée. C'est-à-dire que ça développe des compétences transversales si
je peux dire. Effectivement, ça doit donner confiance, ça crée un individu plus assuré. Pour les
personnes qui sont moins à l'aise dans le système classique d'éducation, ça leur donne des
compétences qui viennent avec aussi la volonté d'en apprendre davantage concernant des
théories plus abstraites comme la génétique ou autres et qui sait vers quoi ça mène une fois que
2050 la passion est instiguée. Les frontières s'ouvrent, les œillères s'écartent.

2055 L'éducation pour le Comité Enviro-Pointe est vraiment importante, mais on essaie de la
rendre accessible et justement l'agriculture urbaine remplit cette fonction-là d'une certaine
manière en rendant concrètes des notions plus abstraites.

2060 Alors, si on dégageait un surplus, parlant de mathématiques, on est préoccupé d'économie, alors, est-ce qu'on pourrait arriver à produire plus que nécessaire pour nous? Ben oui. Et quelle serait la dramatique conséquence? Je veux dire par là, il ne faut pas être trop prudent ou conservateur dans l'estimation de notre capacité à transformer des espaces en ville en lieux utilisables pour l'agriculture urbaine puisque si jamais on réussissait plus que la cible, bien, ce ne serait pas grave, ce serait juste une manière de nous donner une marge de manœuvre pour explorer d'autres utilisations des énergies qui sont dans les éléments pour inventer des nouveaux éléments de nutrition qui sont utilisables pour différentes raisons. Pour se nourrir d'abord, mais éventuellement pour la médecine aussi justement.

2065 Alors, on ne peut pas savoir jusqu'où ça va nous mener, mais on sait qu'il faut donner une chance à cette plate-forme de croissance culturelle qui n'est pas nuisible. Et il faudrait voir qu'il y aurait des leçons à tirer d'un succès supérieur. Si on réussit plus que ce qu'on prévoit, il faudrait en tirer aussi un apprentissage comme quoi on peut peut-être, au lieu de faire toujours les mêmes choses qui marchent, essayer d'avoir de tout partout. C'est-à-dire qu'on peut savoir que certaines choses sont plus difficiles à produire en ville, mais on peut quand même s'organiser pour en faire une partie de ces fruits dont on a besoin qu'on croyait pouvoir obtenir seulement du Sud par exemple, alors avec des serres ou des choses comme ça.

2075 Par conséquent, on arriverait à obtenir une vraie autosuffisance, mais en tenant compte des particularités régionales aussi, et, encore une fois, ces leçons sur des succès pourraient être transmises ailleurs et réévaluer dans d'autres contextes, mais l'idée, ce serait que petit à petit, on développe une telle expertise qu'on pourrait la transmettre pour des pays aussi où la survie dépend d'une plus grande efficacité dans l'agriculture et l'art de bien faire de l'agriculture urbaine en ville, c'est d'exploiter des petites parcelles de terrain pour en tirer un bon rendement.

2085 Donc, c'est une forme d'ergonomie de la vie, on peut dire, et on n'aura pas le choix d'être bon là-dedans partout. Ça devrait devenir quelque chose qui fait partie du patrimoine mondial de l'humanité éventuellement. Pas à commercialiser, ce serait à licence libre si je peux m'exprimer ainsi. Il y aurait un pacte à faire, un pacte social avec les autres pays comme quoi on investit plus que nécessaire ici pour exporter les recettes à succès d'une certaine manière.

On a le froid ici, ce n'est pas des conditions idéales, mais si on peut faire pousser dans le froid, bien, on va aller nourrir les gens en Sibérie. Ce n'est pas inutile.

2090 Alors, autrement, je voulais juste dire que ces quelques avantages, que j'ai mentionnés à la partie de la page 6, c'est une sorte de restructuration qui m'a été suggérée par Shaen Johnston justement qui fait partie du Comité Enviro-Pointe qui est peut-être déjà venu présenter son mémoire à l'heure qu'il est.

2095 Donc, j'ai changé quelques points, alors je les relis rapidement en mentionnant plutôt les catégories. L'autonomie qui est favorisée pour les individus comme pour les collectivités. La santé, parce qu'on s'alimente mieux, on arrive à faire de l'exercice physique et puis peut-être qu'on développe des médicaments naturels. On est dans un environnement sain, on réduit les îlots de chaleur, on réduit la pollution de l'air, on permet d'avoir une nourriture biologique à condition de décontaminer le sol évidemment.

2100 Il y a une liberté économique véritable parce qu'on peut moins dépendre de ces compagnies pétrochimiques qui créent le pétrole dont on a besoin pour déplacer la nourriture. On est capable de choisir des mets qui sont donnés à proximité par les petits commerces au lieu de dépendre des grandes chaînes alimentaires et on développe un réseau de confiance qui nous fait apprécier les produits du terroir. La qualité plutôt que la quantité. Donc, c'est important.

2110 La diminution des effets négatifs de l'urbanisation. C'était aussi une manière de dire qu'on respecte nos engagements internationaux dans le sens où on veut avoir une diminution du niveau d'émission des gaz à effet de serre au Québec. Si on va avoir moins de camions sur les routes pour amener la nourriture en ville, on aurait aussi atteint une partie de nos objectifs provinciaux. Donc, c'est une responsabilisation et encore une fois, les régions sont moins, si vous voulez, hypothéqués au niveau de la responsabilité que les paysans ont à fournir la nourriture pour les gens qui vivent en ville. Ils peuvent faire d'autres sortes d'activité en région.

2115 Donc, ça participe de l'émancipation des populations. D'autres retombées sur le plan social, c'est les bénéfices sociaux de jardinage, tisser des liens, combattre l'isolement, réduire

2120 l'aliénation et ainsi diminuer la délinquance. La réduction de consommation de nourriture produite en condition non solidaire, donc, c'est comme acheter le café équitable. Bien, d'abord le faire chez soi, pas le café, mais un peu de place à ça. Un fantastique projet de travailler ensemble.

2125 Qu'est-ce qui empêche l'agriculture urbaine de se développer à Montréal? Rapidement, des motifs psychologiques liés à des barrières cognitives, le conditionnement social, la peur de ce qui est inconnu, manque de connaissances, les erreurs du passé qui continuent de nous hanter comme le fait d'avoir tellement fait rapidement des ravages à l'environnement au nom de la productivité qu'on croit qu'on n'est plus capable de faire autre chose que de couper du bois ou de pêcher du poisson en quantité alors qu'on pourrait être ingénieur de la nature dans le respect de la nature. Donc, on est capable de faire plus que d'extraire des ressources de nos sols pour
2130 créer des profits à l'emporte-pièce.

2135 Des causes structurelles et institutionnelles. La contamination des sols, les réglementations en vigueur qui sont parfois trop exigeantes par rapport à la salubrité, parfois pas assez exigeantes pour ce qui est des projets immobiliers qui devraient être plus innovateurs. Des causes politiques dans la répartition inégale des pouvoirs, des résistances qui viennent de l'inertie de celles et ceux qui profitent du *statu quo* et qui ne veulent pas changer la situation. Un système démocratique engoncé dans ses habitudes délétères pour la crédibilité de nos institutions.

2140 Je veux dire par là le manque de vision à long terme incluant la permaculture dans les plans. On parle en termes d'années, mais on ne parle pas de changer les manières de faire. On parle peu de vraiment proposer des alternatives au modèle de développement actuel. Les toits verts, c'est très timide. La récupération des eaux grises, ce n'est pas obligatoire; même s'il y a un règlement, il n'est pas appliqué. Les murs verts, les balcons équipés adéquatement, espaces
2145 de rangement dédiés, des serres et autres méthodes de facilitation du travail sur les terrains, drainage, stockage des graines, type de sol, profondeur de la décontamination.

2150 Bref, vous savez tout ce que ça prend, il faut juste le prendre en considération, puis maintenant. Il ne faut pas attendre que les espaces qu'on va réaménager soient bâtis avec des nouveaux condos qui sont la réplique de ceux du passé sans qu'il n'y ait rien qui a été changé au niveau de l'accès au toit par exemple.

2155 La division des forces du changement. Ben, évidemment tout le monde essaie toujours de faire valoir la priorité de ses projets sur ceux des autres. Alors, il faudrait que les mouvements sociaux aient un plan aussi pour faire pression dans le même sens qu'Action-Gardien essaie de faire pour les quartiers. Qu'on l'applique au niveau des grands enjeux, qu'on voit le lien entre tous ces enjeux grâce à l'agriculture urbaine. Ça, ce n'est pas la Ville qui peut changer les mouvements sociaux.

2160 Les recommandations que je propose à la Ville, c'est carrément tiré d'Action-Gardien dans certains cas. Donc, je n'ai pas mis les détails, les grandes lignes. Reconnaître les initiatives de l'agriculture urbaine comme projet d'intervention pour le développement social et urbain des quartiers et l'accès aux aliments frais.

2165 Assurer un financement récurrent aux organismes qui interviennent au niveau de la sécurité alimentaire et de l'agriculture urbaine afin de leur permettre de devenir viables.

2170 Soutenir politiquement et financièrement les projets d'agriculture urbaine à Pointe-Saint-Charles tel que les projets d'agriculture urbaine sur les friches industrielles, ceux au sein du parc de logement social et communautaire auprès des enfants et ceux dans les parcs, espaces verts et projets citoyens.

2175 L'arrondissement du Sud-Ouest et la Ville de Montréal doivent se doter d'une stratégie pour préserver et augmenter les terrains propices à l'agriculture urbaine en réalisant un inventaire des terrains vacants pour identifier les lieux qui pourraient devenir des espaces verts, en recensant les terrains et propriétés publics ayant un potentiel pour l'agriculture urbaine, en protégeant ces terrains et les jardins citoyens, communautaires et collectifs existant par un zonage approprié, espace vert/agriculture urbaine, par une réserve foncière ou par un règlement

2180 particulier dans le but de faire en sorte que plus de projets immobiliers soient orientés vers l'agriculture urbaine.

2185 Bonifier la contribution aux fins de parcs afin qu'elle permette de créer davantage de nouveaux espaces verts au sein des projets immobiliers et qu'elle s'applique à davantage de projets immobiliers.

Faire en sorte que la planification urbaine comme le plan d'aménagement tienne compte de l'agriculture urbaine et des exigences qui viennent avec comme la décontamination des sols.

2190 Établir un projet de verdissement des espaces bâtis et aménagés existants comme les ruelles, les trottoirs, les cours, les devantures des maisons, les balcons et les autres lieux utilisables pour de l'agriculture urbaine en développant des outils, des incitatifs visant à favoriser la multiplication de telles initiatives allant du bac au sol au toit vert en passant par les points de récupération des eaux grises. Ça, c'est plus nous qu'Action-Gardien.

2195 Mettre en place les dispositifs assurant l'application du règlement sur la récupération des eaux grises pour tous les nouveaux projets de construction résidentielle et commerciale afin de soulager le réseau d'approvisionnement en eau potable pour arroser tous ces légumes.

2200 Modifier la réglementation pour éliminer les contraintes au développement de l'élevage animal, l'apiculture, la pisciculture et la construction de serres, etc.

2205 L'arrondissement du Sud-Ouest et la Ville de Montréal doivent créer des espaces verts dans tous les nouveaux projets de construction (résidentiels, commerciaux, institutionnels ou industriels) et valoriser les différentes formes d'agriculture urbaine et les mesures de verdissement.

La Ville de Montréal, en collaboration avec les autres paliers de gouvernement doit prendre la responsabilité de la décontamination des sols. Donc ça, c'est un problème parce que dans le cas des terrains du CN, on a fait une analyse d'impacts environnementaux au sens qu'il

2210 a fallu voir là où étaient les sols contaminés, mais on ne peut pas construire de thermo...
comment ça s'appelle? Pour le réchauffement des bâtiments...

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

2215 La géothermie?

M. FABRICE MARCOUX:

2220 La géothermie, alors que moi, en tant que représentant du Comité Enviro-Pointe, je leur
suggererais de prévoir ça tout de suite et si jamais ils veulent l'instaurer après, on soulève la terre
très contaminée, il est trop tard. Cc'est pareil quand on a bâti les bâtiments à seulement un
mètre de creux dans le sol parce que le sol est trop contaminé... je veux dire, il est difficile de
croire que c'est un projet qui est visionnaire. Il y aurait eu un peu plus de préparation nécessaire,
donc, comment on dispose des sols contaminés de façon sécuritaire.

2225 Il ne suffit pas de prétendre que nous voulons le bien de la population, les politiciens
doivent mettre en place des mesures qui feront en sorte que nous serons appelés à participer à
notre émancipation de la dépendance aux monopoles agricoles qui abusent des OGM et des
pesticides en nous fournissant des espaces dédiés à la pratique de l'agriculture urbaine, quitte à
2230 changer le zonage à ce niveau.

Mais pour décider des modalités de leur répartition et des pratiques de gestion à
promouvoir et à encourager, il faut demander aux citoyens de se mobiliser encore une fois pour
décider ensemble quel projet d'agriculture urbaine ils veulent pour leur quartier.

2235 Une bonne vision d'agriculture urbaine va être choisie par les citoyens de Montréal,
seulement si tout le monde s'implique. Donc, c'est la responsabilité de la Ville de réécouter les
citoyens et aux citoyens de se prononcer à nouveau plus concrètement sur les modalités
d'application.

2240

2245 Donc, comme suggestion, plaider pour une politique municipale qui établira un objectif de conversion progressive du territoire en espaces verts avec une proportion grandissante dédiée à l'agriculture urbaine. C'est-à-dire par là, on pourrait passer par exemple d'un projet de développement durable Agenda 21 à un projet Ville en Transition et donc, si on sait qu'on en arrivera là éventuellement, il faut prévoir justement que quand il y a des bâtiments qui sont détruits, c'est en pensant à ça, et donc, on prévoit d'autres formes de solutions au logement pour que les coopératives d'habitation par exemple prévoient des cours intérieures où on va avoir des lieux pour faire de l'agriculture ensemble. Si ça pose des problèmes politiques, ben, il faut qu'on en débattenne au moment où on fait ces choix administratifs pour qu'on évalue de mieux en mieux les impacts de nos décisions dans la gestion des ressources en espace, en biens de toute nature dans le service.

2255 Donc, forcer les nouveaux projets de construction à mettre en place des mesures assurant que les bâtiments et les aménagements prévoient les dispositifs qui assureront aux objectifs déterminés par la politique évoquée, c'est-à-dire d'arriver de plus en plus près d'une autosuffisance, dès le début. Donc, qu'on prévoit qu'ils vont prendre des mesures pour qu'ils puissent être atteints. Si on parle d'une durée de 100 ans pour un bâtiment, ben, si on espère que d'ici 100 ans, on aura 30% des besoins satisfaits en ville, bien, que ces bâtiments-là prévoient des espaces pour ça pour qu'on puisse pratiquer ces techniques-là qui sont peut-être encore à développer. Si on crée des bâtiments qui ont une durée de vie de 100 ans, il faut qu'ils puissent ne pas avoir à être détruit pour répondre aux exigences politiques plus tard.

2265 Bref, la consultation en amont est une bonne chose, mais un dispositif doit être mis en place pour permettre le dialogue permanent entre la population et les instances décisionnelles.

2270 Peut-être qu'un bureau montréalais de l'agriculture urbaine pourrait être créé pourvu qu'il fonctionne sur un mode assez décentralisé et qu'il permette une concertation entre les différentes instances sans opérer un filtrage des communications mais en favorisant au contraire la concertation. Comme on disait, un milieu pour colliger toute l'information et en même temps des gens pour expliquer et aider à la compréhension.

Toute la culture politique et administrative serait à repenser à ce niveau afin que l'implantation progressive dès maintenant de l'agriculture urbaine devienne le terreau de la réappropriation de la vie politique par les citoyens du Sud-Ouest et de la Ville de Montréal.

2275

C'est-à-dire que pour pousser plus loin la vision de la transition, en conclusion, l'agriculture urbaine pourrait, si elle est bien implantée devenir le fer de lance d'une réappropriation du sens de la démocratie par les citoyens. Elle doit être envisagée non seulement comme une question d'aménagement des terrains et des édifices, par des mesures réglementaires et financières ainsi que politiques, mais également comme un projet de refondation de la communauté ayant un écho au niveau du système d'éducation.

2280

Et là, le lien avec, effectivement, en faire quelque de central dans les programmes pédagogiques plutôt que de périphérie comme le disait madame Baldo.

2285

M. JEAN BURTON, président:

Est-ce qu'on pourrait... C'était votre conclusion ou vous voulez nous lire ce qui reste?

2290

M. FABRICE MARCOUX:

Non.

M. JEAN BURTON, président:

2295

O.K. J'aimerais si on a peut-être un peu quelques minutes si on avait des questions?

M. FABRICE MARCOUX:

2300

Oui. Oui, oui, pas de problème, c'est ma conclusion.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

2305 Écoutez, un petit peu plus bas, vous parlez, vous en avez parlé auparavant aussi de la fameuse démarche *Ville en transition*. Pourriez-vous juste m'en dire succinctement un petit peu plus? Qu'est-ce que c'est exactement?

M. FABRICE MARCOUX:

2310 Oui, d'accord. Avec les initiatives qui ont été prises dans certaines régions de l'Ontario, on a eu des exemples et il y a eu une conférence donnée à l'UQAM qui nous a intéressés en tant que comité. On a demandé à Michel Durand qui fournissait les formations sur les démarches *Ville en transition* aussi de venir la présenter à Pointe-Saint-Charles après l'avoir écouté à Villeray. À Villeray, ils ont déjà une initiative en ce sens.

2315 Donc, ça consiste à prendre tout ce qui existe comme potentiel de fournir de la nourriture à la population par elle-même, comme les bacs, comme les balcons, comme les parcs, les jardins collectifs, communautaires, d'en faire l'inventaire, de voir qu'est-ce que ça prendrait pour arriver à plus d'indépendance pour ne pas avoir à avoir des produits qui viennent de très loin, tout ça, et créer une sorte de dynamique de se lancer vers ce rêve d'être indépendant par rapport
2320 à craindre d'un pic pétrolier qui va faire que tout va devenir inaccessible, les denrées auront un prix énorme, tout ça.

2325 Donc, on crée un bassin de gens, une masse critique assez importante au sein d'un quartier pour qu'ils se mobilisent pour se proposer un plan afin d'optimiser toutes ces ressources existantes, de les démultiplier et de mettre en œuvre tout ce qui est nécessaire pour que ça devienne vraiment la base d'une autosuffisance alimentaire.

2330 Quand l'énergie est bien regroupée, on fait un lancement du projet en transition vraiment et là, le comité organisateur de ce départ, il laisse le pouvoir à l'ensemble de la population qui s'investit dans les projets pour s'auto-suffire face à l'économie de marché en général en fait.

2335 C'est assez radical, mais ça peut se faire d'une manière adaptée aux cultures locales. Ça se fait beaucoup en Angleterre. Ça vient beaucoup des pays anglophones, anglo-saxons, en Australie. Donc, c'est pour ça que ça nous est venu ici par l'Ontario, mais il y a des démarches ailleurs. Donc, Michel Durand de *Ville en transition* est venu nous expliquer ça.

2340 Il y avait un projet de caravane d'un couple qui voulait faire le tour des villes aux États-Unis où ça se fait pour rapporter cette expertise-là ici, mais ça n'a pas eu lieu. La femme était enceinte, l'autobus n'était pas prêt, donc, il faudrait aller chercher plus d'informations. Mais ça prend vraiment de l'implication des citoyens pour que ça fonctionne.

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

2345 O.K. Merci.

M. JEAN BURTON, président:

Donc, si on cherche dans un moteur de recherche *Ville en transition*, on devrait trouver...

2350 **M. FABRICE MARCOUX:**

Oui, *Transition Towns* en anglais.

2355 **M. JEAN BURTON, président:**

Oui? O.K. Merci beaucoup.

M. FABRICE MARCOUX:

2360 Merci.

M. JEAN BURTON, président:

On a appris quand même beaucoup aujourd'hui. Avec chacun des mémoires, on avance, on évolue. Donc, merci encore de vous être déplacé.

2365

M. FABRICE MARCOUX:

C'est gentil. Les citoyens de Pointe-Saint-Charles vous sont reconnaissants de votre patience et de votre écoute.

2370

Mme DOMINIQUE OLLIVIER, commissaire:

Merci.

2375

M. HABIB EL-HAGE, commissaire:

Merci.

2380

M. JEAN BURTON, président:

C'est terminé, merci. Merci, à ce soir.

FIN DE LA SÉANCE

2385

* * * * *

Je, soussignée, **LOUISE PHILIBERT**, sténographe officielle, certifie sous mon serment d'office que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle des notes sténographiques prises au moyen du sténomasque, le tout conformément à la loi.

2390 Et, j'ai signé :

LOUISE PHILIBERT, s.o.